

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1055

25 avril 2014

SOMMAIRE

Capital Quest	50597	Jenny Assurances Sàrl	50594
Capital Quest	50597	La Générale d'Investissement et de Ges- tion S.A.	50594
Cirtedias S.A.	50596	Lunar Retail S.à r.l.	50594
Coniureare Enterprise S.A.	50600	Lysandra S.A.	50600
Coral Investments S.C.A.	50597	Matulux S.A.	50640
Credit Suisse SICAV (Lux)	50638	Michot - Carsten Société en Nom collectif	50594
dfl Luxembourg One S.à r.l.	50637	Motherly S.A.	50632
Etoile Deuxième S.à r.l.	50640	NYLCAP Mezzanine III Luxco S.à r.l.	50599
Europe Shipping A.G.	50639	Oceanfront Hospitality S.à r.l.	50599
Fondation de Luxembourg	50639	Office Design S.à r.l.	50599
General Administration Luxembourg S.A.	50596	Opti Hedge	50599
Gladius Vehemens S.A.	50595	Optique New Look	50599
Globafin S.A.	50596	Panattoni Europe S.à r.l.	50598
Globafin S.A.	50596	Pioneer Solutions SICAV	50617
Global Biz S.A.	50596	Prologis International Funding S.A.	50598
Horsmans s.à r.l.	50595	Prologis International Funding S.A.	50598
ImmoForYou S.A.	50595	Promenade Finance S.A.	50598
Infra-Invest 2	50595	Sealing Technologies S.à r.l.	50597
Ingenious Management Services S.A.	50595		
Jaouen S.A.	50594		

Michot - Carsten Société en Nom collectif, Société en nom collectif.

R.C.S. Luxembourg B 133.140.

—
- Monterey Audit Sarl, agent domiciliataire, dénonce le siège social de la société

Michot - Carsten société en nom collectif.

Enseigne commerciale: Nerthus Krisenmanagement SENC.

R.C.S. Luxembourg B 133.140.

et domiciliée au 29, Avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 1^{er} janvier 2014.

Philippe GAIN

Gérant

Référence de publication: 2014033410/14.

(140037509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

La Générale d'Investissement et de Gestion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6231 Bech, 1, Moulin de Bech.

R.C.S. Luxembourg B 89.006.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033399/10.

(140037404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Lunar Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 180.790.

—
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 février 2014.

Référence de publication: 2014033401/10.

(140037435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Jaouen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 84.201.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014033387/10.

(140037419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Jenny Assurances Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8278 Holzem, 17, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 173.542.

—
Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033388/10.

(140037633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Ingenious Management Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 109.424.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014033382/10.

(140037549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Infra-Invest 2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 150.941.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68286 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033381/10.

(140037584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

ImmoForYou S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8821 Koetschette, 10, Zone Industrielle Riesenhaff.

R.C.S. Luxembourg B 171.327.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033379/9.

(140037605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Horsmans s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7448 Lintgen, 10-12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 38.978.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033378/9.

(140037398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Gladius Vehemens S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 88.316.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu le 21 novembre 2013, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme GLADIUS VEHEMENS S.A., dont le siège social à L-1750 Luxembourg, 66 avenue Victor Hugo, a été dénoncé en date du 23 septembre 2005, RCS B 88.316 et mis les frais à la charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Thomas Held

Liquidateur

Référence de publication: 2014033367/16.

(140037389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Globafin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 9.962.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014033368/9.
(140037556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Globafin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 9.962.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014033369/9.
(140037577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Global Biz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 149.760.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014033370/9.
(140037641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

General Administration Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 64.725.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014033366/10.
(140037570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Cirtedias S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 107.710.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 28/02/2014

L'assemblée générale décide de révoquer le mandat de commissaire aux comptes de la société SOFRICOM S.à.r.l., à sise 34, Rue Principale L-8814 Bigonville et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B107710 avec effet immédiat.

L'assemblée générale nomme en remplacement la société CH INTERNATIONAL LUXEMBOURG, société à responsabilité limitée, à sise 25a, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B111687 avec effet immédiat.

L'assemblée générale décide de renouveler les mandats d'administrateurs de Monsieur Zimmer Bernard, de Monsieur Azoulay Jacqy et de Monsieur Abecassis Roger pour une durée de 6 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014033331/17.

(140037189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Coral Investments S.C.A., Société en Commandite par Actions de Titrisation.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 171.856.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte des délibérations d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 31 décembre 2013 que la clôture de la liquidation a été prononcée, que la cessation définitive de la société a été constatée et que le dépôt des livres sociaux pendant une durée de cinq ans à 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg a été ordonné.

Luxembourg, le 3 mars 2014.

Référence de publication: 2014033323/13.

(140037537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Capital Quest, Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 142.388.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mars 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014033325/12.

(140037500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Capital Quest, Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 142.388.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mars 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014033326/12.

(140037501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

Sealing Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 172.613.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 31 janvier 2014:

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

Nomination de Mme Deniz Erkus, résidant professionnellement au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, né le 16 May 1965 à Istanbul, Turquie en qualité de gérant avec effet au 31 janvier 2014 et pour une durée indéterminée (en remplacement de Mme Anne-Cécile Jourdren Vasseur, démissionnaire).

Le conseil de gérance se compose dorénavant comme suit:

- M. Simon Barnes, gérant
- Mme Deniz Erkus, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033134/17.

(140036802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Prologis International Funding S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 32.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 128.830.

Traduction pour les besoins de l'Enregistrement*Extrait des résolutions prises par l'Actionnaire unique de la Société*

Il a été décidé que:

A modifier: Le mandat de KPMG Luxembourg Sarl (R.C.S. Luxembourg: B 149133, Adresse: 9 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg) a été prolongé jusqu'à l'assemblée générale annuelle 2014 approuvant les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013.

Le 19 novembre 2013.

Gareth Alan Gregory
Administrateur

Référence de publication: 2014033095/17.

(140037170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Promenade Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 123.871.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un administrateur

Référence de publication: 2014033096/11.

(140036914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Prologis International Funding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 128.830.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033094/9.

(140036900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Panattoni Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 171.113.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 25 février 2014

1. La société à responsabilité limitée Panattoni Luxembourg Directorship II Sarl a démissionné comme gérant unique.
2. La société à responsabilité limitée Panattoni Luxembourg Directorship Sarl, ayant son siège social au 203, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et de sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144945 a été nommée comme gérant unique.

Luxembourg, le 25 février 2014.

Panattoni Europe Sarl
Panattoni Luxembourg Directorship Sarl
Représentée par Mrs Catherine Delsemme
Gérant

Référence de publication: 2014033065/17.

(140037208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Opti Hedge, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 152.753.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société le 25 février 2014 à 11 heures

Résolution 4:

«L'Assemblée reconduit le mandat de Deloitte Audit en tant que réviseur d'entreprises de la Société pour un terme venant à échéance à la prochaine assemblée générale annuelle en 2015.»

Référence de publication: 2014033055/12.

(140037042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Optique New Look, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3850 Schifflange, 17-19, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 55.507.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour OPTIQUE NEW LOOK

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014033062/12.

(140037010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Oceanfront Hospitality S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 165.958.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Christina Horf.

Référence de publication: 2014033054/10.

(140037209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

NYLCAP Mezzanine III Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 152.483.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014033053/10.

(140036676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Office Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4621 Differdange, 2, rue du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 125.619.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014033058/10.

(140037236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

**Coniureare Enterprise S.A., Société Anonyme,
(anc. Lysandra S.A.).**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 178.827.

In the year two thousand and thirteen, on the sixteenth day of December,
before Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder (the Sole Shareholder) of Lysandra S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) having its registered office at 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 178.827 (the Company). The Company has been incorporated under Luxembourg law on 5 July 2013 pursuant to a deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, N° 2168 of 5 September 2013. The articles of association of the Company (the Articles) have not yet been amended.

The Meeting is chaired by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg (the Chairman). The Chairman appoints as secretary of the Meeting Mrs Claudia ROUCKERT, employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg (the Secretary). The Meeting elects Mrs Brigitte MARTIN, employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer). The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

The Sole Shareholder represented at the Meeting and the number of shares it holds are indicated on an attendance list which will remain attached to the present minutes after having been signed by the representative of the Sole Shareholder, the members of the Bureau and the undersigned notary.

The proxy from the Sole Shareholder represented at the Meeting, after having been signed *in* varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, will also remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman requests the notary to record that:

I. it appears from the attendance list that all the 310 shares, all having a nominal value of EUR 100 each, representing the entire share capital of the Company amounting to EUR 31,000, are duly represented at the Meeting, which is consequently duly constituted and may validly debate and take resolutions on the items of the agenda;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notice;
2. Change of the name of the Company to "Coniureare Enterprise S.A.";
3. Change of the nominal value of the shares of the Company from EUR 100 to EUR 1 and simultaneous increase of the number of shares from 310 to 31,000;
4. Creation of an authorised share capital of up to EUR 500,000,000;
5. Complete restatement of the articles of association; and
6. Miscellaneous.

III. that after due deliberation the Meeting takes the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to change of the Company's name from "Lysandra S.A." to "Coniureare Enterprise S.A."

Third resolution

The Meeting resolves to change of the nominal value of the shares of the Company from EUR 100 to EUR 1 and to increase simultaneously the number of shares from 310 to 31,000 so that the nominal share capital of the Company amounting to EUR 31,000 is represented by 31,000 shares with a nominal value of EUR 1 each.

Fourth resolution

The Meeting resolves to create an authorized share capital of the Company in an amount of EUR 500,000,000 and to give the board of directors of the Company the power and authority to increase the share capital of the Company within the limits of the authorized share capital of the Company of EUR 500,000,000 through the issuance of ordinary shares,

class A mandatory redeemable preference shares and class B mandatory redeemable preference shares, with a nominal value of EUR 1 each, for a term of five years starting at the date of the present resolutions.

Fifth resolution

The Meeting resolves to proceed to a complete restatement of the Articles so that they shall henceforth read as follows:

“ Art. 1. Form and Name.

1.1 There is hereby established a public limited liability company ("société anonyme") (the Company) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the Law), and by the present articles of incorporation (the Articles).

1.2 The Company will exist under the name of "Coniureare Enterprise S.A."

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders.

The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited duration.

3.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the Articles.

Art. 4. Corporate objects.

4.1 The Company may carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

4.2 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

4.3 In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

4.4 The Company may further grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company as well as any other companies or third parties.

4.5 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

4.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions and that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. Share capital.

5.1. The subscribed share capital of the Company is set at EUR 31,000 (thirty-one thousand Euro), represented by 31,000 (thirty-one thousand) shares with a par value of EUR 1 (one Euro) each (the Ordinary Shares).

All the Ordinary Shares are fully paid up.

5.2. The authorized capital of the Company is set at EUR 500,000,000 (five hundred million Euro) and the Board is authorized to issue 3 (three) classes of shares as follows: (i) Ordinary Shares, (ii) class A mandatory redeemable preferred fixed and variable dividend shares (the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares) and (iii) class B mandatory

redeemable preferred fixed dividend shares (the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares, together with the Ordinary Shares and the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares, shall be referred to as the Shares), with a par value of EUR 1 (one Euro) each. The respective rights and obligations attached to each class of Shares are set forth below.

The Board is authorized and empowered to:

(a) increase the share capital of the Company within the limits of the authorized share capital by issuing from time to time new Shares, and

(b) fix the place and the date of the issue or the successive issues of new Shares and the terms and conditions of subscription and payment of the new Shares.

The above mentioned authorization will be valid for a period of five years starting on the day of the present Meeting and it may be renewed by a resolution of the extraordinary General Meeting.

Each time the Board acts to render effective the increase of capital as authorized above, the present article 5 of the Articles shall be amended so as to reflect the increase of the subscribed share capital, and the Board or any person authorized by the Board shall state such amendment in the form prescribed by law.

5.3. In addition to the contributions to the Company in the form of corporate capital as set forth in the above section 5.1, new shareholders or existing shareholders may subscribe to shares by payments made to the corporate capital and as the case may be also through payments made to the share premium account linked to the newly issued shares.

5.4. The shareholder(s) owning Ordinary Shares will be exclusively entitled on a prorata basis amongst them to any and all rights attached to the share premium paid for the subscription of Ordinary Shares. The shareholder(s) owning Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares will be exclusively entitled on a prorata basis amongst them to any and all rights attached to the share premium paid for the subscription of Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares. The shareholder(s) owning Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares will be exclusively entitled on a prorata basis amongst them to any and all rights attached to the share premium paid for the subscription of Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares.

5.5. Share premium paid on Ordinary Shares, Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares shall be booked in specific share premium accounts, as follows:

- any share premium paid on Ordinary Shares shall be booked in an ordinary shares' share premium account (the Ordinary Shares' Share Premium Account) and such share premium shall remain attached to the Ordinary Shares upon which the share premium was paid;

- any share premium paid on Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares shall be booked in a class A mandatory redeemable preferred shares' share premium account (the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account) and such share premium shall remain attached to the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares upon which the share premium was paid;

- any share premium paid on Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares shall be booked in a class B mandatory redeemable preferred shares' share premium account (the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account) and such share premium shall remain attached to the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares upon which the share premium was paid.

5.6. All Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and all Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares are issued in the form of redeemable shares within the meaning of Article 49-8 of the Law. Without prejudice to the conditions set forth in Article 49-8 of the Law (including, without limitation, the fact that the redemption of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares can only be made by means of sums available for distribution pursuant to Article 72-1 of the Law) distributable funds, inclusive of the extraordinary reserve established with funds received by the Company as an issue premium or proceeds of a new issue made for the redemption purpose), the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares will be redeemed pursuant to the following terms and conditions:

(i) if the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares are redeemed, the Company shall redeem all Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares then in issue upon expiry of a ten (10) years period from the date on which the relevant Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares are issued (the Class A Final Mandatory Redemption Date); if the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares are redeemed, the Company shall redeem all Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares then in issue upon expiry of a ten (10) years period from the date on which the relevant Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares are issued (the Class B Final Mandatory Redemption Date);

(ii) notwithstanding the Class A Final Mandatory Redemption Date and at any time before such date, a holder of Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares is entitled to request (in one or several occasions) in writing the Company to redeem all or part of its Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares; notwithstanding the Class B Final Mandatory Redemption Date and at any time before such date, a holder of Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares is entitled to request (in one or several occasions) in writing the Company to redeem all or part of its Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares; and

(iii) a) a holder of any Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares, that have been redeemed, is entitled to receive a payment in cash or in kind per redeemed Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares (the Class A Redemption Price) equal to:

1. the nominal value of the redeemed Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares; plus
2. all and any declared or accrued and unpaid dividends that the holder of redeemed Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares is entitled to receive at the time of the redemption; plus
3. an amount corresponding to a portion of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account equal to the balance of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account divided by the number of outstanding Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares immediately prior to the redemption; plus
4. an amount corresponding to the portion of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares Reserve Account (as defined in article 5.10 below) divided by the number of outstanding Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares immediately prior to the redemption;
 - b) a holder of any Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares, that have been redeemed, is entitled to receive a payment in cash or in kind per redeemed Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares (the Class B Redemption Price) equal to:
 1. the nominal value of the redeemed Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares; plus
 2. all and any declared or accrued and unpaid dividends that the holder of redeemed Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares is entitled to receive at the time of the redemption; plus
 3. an amount corresponding to a portion of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account equal to the balance of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account divided by the number of outstanding Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares immediately prior to the redemption; plus
 4. an amount corresponding to the portion of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares Reserve Account (as defined in article 5.10 below) divided by the number of outstanding Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares immediately prior to the redemption.

Redeemed Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares will be cancelled forthwith after redemption and through the extraordinary general meeting of shareholders resolving upon such redemption.

5.7. Upon the redemption of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares, respectively of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares, the payment of the applicable redemption price on the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares, respectively on the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares, to be redeemed may be deferred, in whole or in part, if the Company does not have sufficient amounts available for distribution to redeem all the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares, respectively all Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares. In such case, the Company shall still redeem all the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares, respectively all Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares and shall pay at the time of the redemption that part of the redemption price which the Company is capable of paying with the amounts available for distribution as at the mandatory redemption date. Thereafter, the Company shall, in priority to any other amounts payable in respect of its share capital, pay to the former holders of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares, respectively of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares, when it has sufficient amounts available to do so, the balance of any amounts owing in respect of the redemption plus a penalty calculated on the deferred payment. Such a penalty will be freely determined by the parties at the time the default will occur.

In case of a partial payment of the total redemption price of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares, respectively of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares, to be redeemed at the final redemption date, the Company may not pay any amounts derived from the Underlying Assets to any other shareholder in respect of its other share capital until the outstanding redemption price for the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares, respectively for the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares, has been paid in full.

An amount equal to the nominal/accounting value of the share capital account of each Class A Mandatory Redeemable Preferred Share redeemed (the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares Share Capital account and related share premium account) must be included in the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares Reserve Account (as defined in article under 5.10.), such amount cannot be distributed to the holders of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares, except in the event of a reduction of the subscribed share capital. The reserve may only be used to increase the subscribed share capital by capitalization of reserves.

An amount equal to the nominal/accounting value of the share capital account of each Class B Mandatory Redeemable Preferred Share redeemed (the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares share capital account and related share premium account) must be included in the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares Reserve Account (as defined in article under 5.10.), such amount cannot be distributed to the holders of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares, except in the event of a reduction of the subscribed share capital. The reserve may only be used to increase the subscribed share capital by capitalization of reserves.

5.8. Each holder of Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares will be entitled, in priority to the payment of dividends to the holders of Ordinary Shares, to an annual dividend equal to 6.633% + 3month Euribor of the nominal value of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares held by such a holder (which shall accrue daily and be

calculated assuming a 365 days year) and attached share premium (if any), booked as share premium in the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account (the Class A Dividend 1), and a variable dividend (the Class A Dividend 2), corresponding to 99% of the net tracked gains and liquidation proceeds derived from the Underlying Assets, less the amount of the Class A Dividend 1 and any expenses (including write down in value) in relation with the Underlying Assets and part of general expenses allocated to the Underlying Assets, distributable each year or accrued (if no distribution is made, automatically allocated to a distributable reserve booked in the Class A Mandatory Redeemable Preferred Share Reserve Account).

Each holder of Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares will be entitled, in priority to the payment of dividends to the holders of Ordinary Shares, to an annual fixed dividend equal to 3 months Euribor + a margin of 1.774% of the nominal value of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares held by such a holder (which shall accrue daily and be calculated assuming a 365 days year) and attached share premium (if any), booked as share premium in the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account (the Class B Dividend).

No dividend or interim dividend shall be distributed to the holders of the Ordinary Shares until the Class A Dividend 1 and the Class A Dividend 2 have been fully paid to the holders of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares when declared or sufficient amounts for the payment of such dividends have been set aside in the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares Reserve Account (as defined in article under 5.10.).

No dividend or interim dividend shall be distributed to the holders of the Ordinary Shares until the Class B Dividend has been fully paid to the holders of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares when declared or sufficient amounts for the payment of such dividends have been set aside in the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares Reserve Account (as defined in article under 5.10.).

The holder(s) of Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and of Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares are entitled to the preferred dividends due even for the years in which the Company incurs losses, provided there are sufficient distributable amounts.

Dividends of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares will be exclusively linked to Income accrued or received in relation to assets of the Company which are designated as Underlying Assets financed by the issuance of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares.

For the purpose of the above paragraph, Income in respect of Underlying Assets during any period shall mean the income accrued or received (such as but not limited to interest income and/or sale proceeds of the Underlying Assets) by the Company in relation to the Underlying Assets recorded during the relevant accounting period of the Company according to the Luxembourg GAAP.

Underlying Assets shall mean the financial assets in EUR acquired or to be acquired and financed directly by the issuance of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and/or any other financial assets replacing any such financial assets, or purchased or financed with the Income and other proceeds arising out of such financial assets or of a disposal of all or part of such financial assets.

5.9. Each holder of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares will only be entitled to dividend payments provided that the Company has sufficient liquid assets available, after each dividend payment is made to cover its current expenses immediately after the payment of the dividend and one of the following three (3) events has occurred:

- (i) the distribution of a dividend payment or payment of a reserve account is approved; or
- (ii) the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares, respectively the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares are redeemed by the Company or retracted by the holder of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares, respectively the holder of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares; or
- (iii) the Company is wound-up.

5.10. Should the profits be sufficient to distribute a dividend, in whole or in part, and the shareholder, or in case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders, decides to make no distribution resolution with respect to such dividend, the amount of the dividend that should and could have been distributed to the holder of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares shall be automatically allocated to a distributable reserve booked in a Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares reserve account (the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares Reserve Account). Should the profits be sufficient to distribute a dividend, in whole or in part, and the shareholder, or in case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders, decides to make no distribution resolution with respect to such dividend, the amount of the dividend that should and could have been distributed to the holder of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares shall be automatically allocated to a distributable reserve booked in a Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares reserve account (the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares Reserve Account).

5.11. In case of dissolution of the Company, payment rights in respect of Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares will rank *pari passu* among themselves, junior to all other debts incurred by the Company but will rank senior to payment rights in respect of Ordinary Shares as set forth in article 18 below.

5.12. The Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares do not carry voting rights, except for the specific matters required under the Law.

5.13. The Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares are not convertible into ordinary shares of the Company, except in the course of the last 6 (six) months preceding the Class A Final Mandatory Redemption Date, respectively the Class B Final Mandatory Redemption Date (the Conversion Period).

During the Conversion Period, the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares can be converted at the option of the holder(s) of the such Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares or at the option of the Company, into a number of ordinary shares of the Company, determined at the time of the conversion by dividing the nominal value of the MRPS, plus any declared or accrued unpaid dividends, plus any premium amounts in the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account and any reserve amounts in the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares Reserve Account by the fair market value of the ordinary shares at the date of the conversion.

During the Conversion Period, the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares can be converted at the option of the holder(s) of the such Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares or at the option of the Company, into a number of ordinary shares of the Company, determined at the time of the conversion by dividing the nominal value of the MRPS, plus any declared or accrued unpaid dividends, plus any premium amounts in the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares' Share Premium Account and any reserve amounts in the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares Reserve Account by the fair market value of the ordinary shares at the date of the conversion.

5.14. The Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares entitle the holder(s) of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and the holder(s) of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares to a preferential right to the refund of their respective contribution to the Company, plus any share premium attached to their respective class of shares and any reserve amounts attached to the respective class of shares. No refund payments can be made to the holder(s) of the Ordinary Shares before the preferential right to refund of the holder(s) of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and the holder(s) of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares have been satisfied in full by the Company.

5.15. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The Shares of the Company are in registered form only.

6.2 The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all person(s) claiming a right to such share(s) has/have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s). The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee.

6.3 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

Art. 7. Meetings of the shareholders of the Company.

7.1 In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

7.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

7.3 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Tuesday of the month of June, at 14:00 pm. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

7.4 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

7.5 Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

7.6 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 8. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices.

8.1 The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

8.2 Each Ordinary Share is entitled to one vote. The Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares and the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares do not carry voting rights, subject to the provisions of the Law.

8.3 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

8.4 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

8.5 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 9. Management.

9.1 The Company may be managed by a sole Director in case of a sole Shareholder, or by a Board of Directors composed of at least three (3) members in case of plurality of Shareholders, their number being determined by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the General Meeting. Director(s) need not to be shareholder(s) of the Company. In case of plurality of directors the General Meeting may decide to create two categories of directors (A Directors and B Directors).

9.2 The Director(s) shall be elected by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders by the General Meeting, for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected, provided, however, that any director may be removed at any time by a resolution taken by the general meeting of shareholders. The director(s) shall be eligible for reappointment.

9.3 In the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors elected by the General Meeting may meet and elect a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of the Board.

10.1 In case of plurality of directors, the Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary, who need not be a director and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

10.2 The Board of Directors shall meet upon call by, at least, the chairman or any two directors or by any person delegated to this effect by the directors, at the place indicated in the notice of meeting, the person(s) convening the meeting setting the agenda. Notice in writing or by telegram or telefax or e-mail of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least eight calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason of urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telefax or e-mail of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

10.3 Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telefax, or e-mail another director as his proxy. A director may not represent more than one of his colleagues.

10.4 The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting the directors present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by any director.

10.5 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the Board of Directors shall not have a casting vote. In case of a tie, the proposed decision is considered as rejected.

10.6 Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video-conference or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.7 This article does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 11. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 12. Delegation of powers.

12.1 The Board of Directors may appoint one delegate to the day to day management of the Company, who need not to be neither a shareholder neither a Directors, who will have the full power to act in the name of the Company concerning the day to day management.

12.2 The Board is also authorized to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 13. Binding signatures.

13.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters only by (i) the joint signatures of any two members of the Board or the Sole Director, or (ii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

13.2 In case of directors of category A and category B, the Company will be bound by the joint signature of any A Director together with any B Director.

Art. 14. Conflict of interests.

14.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

14.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.3 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

Art. 15. Statutory Auditor(s).

15.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)), or, where requested by the Law, an independent external auditor (réviseur d'entreprises agréé). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

15.2 The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January of each year and shall terminate on the 31st of December of the same year.

Art. 17. Allocation of profits.

17.1. The gross profits of the Company stated in 17.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

17.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward, subject to the provisions of articles 5.8., 5.9. and 5.10. of the present Articles.

17.3. Interim dividends may be distributed, at any time, subject to the provisions of articles 5.8., 5.9. and 5.10. of the present Articles, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the director or the board of directors of the Company;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole director or the board of directors of the Company within two months of the date of the statement of accounts;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened;

(v) the statutory auditor(s) (commissaire(s)), or, where requested by the Law, an independent external auditor (réviseur d'entreprises agréé) evidences in his report that the conditions of the Law have been complied with.

Art. 18. Dissolution and liquidation.

18.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of

the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

18.2. After the payment of all debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, the holders of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares will be entitled to, as applicable, the Class A Redemption Price, plus an amount payable in cash or in kind equal to any declared or accrued but unpaid dividends, and any other reserve account connected to the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares which may exist from time to time.

After the payment of all debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, the holders of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares will be entitled to, as applicable, the Class B Redemption Price, plus an amount payable in cash or in kind equal to any declared or accrued but unpaid dividends, and any other reserve account connected to the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares which may exist from time to time.

Holders of Ordinary Shares will then be entitled to the remaining available amount (if any) on a pro rata basis, according to the number of shares held in the Company's capital by the holders of such shares.

If the surplus available for distribution among the shareholders is insufficient to make payment of the above liquidation rights in full to the holder(s) of the Class A Mandatory Redeemable Preferred Shares, then such a surplus shall be distributed among such holder(s), ratably in proportion to the full amounts to which they would otherwise be respectively entitled.

If the surplus available for distribution among the shareholders is insufficient to make payment of the above liquidation rights in full to the holder(s) of the Class B Mandatory Redeemable Preferred Shares, then such a surplus shall be distributed among such holder(s), ratably in proportion to the full amounts to which they would otherwise be respectively entitled.

Art. 19. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Law.

Art. 20. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.”

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations and expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of this notarial deed, is approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of any discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the party, they signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le seize décembre,

par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'actionnaire unique (l'Actionnaire Unique) de Lysandra S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178.827 (la Société). La Société a été constituée sous le droit luxembourgeois le 5 juillet 2013 par acte de Maître Carlo Wersandt, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 2168 en date du 5 septembre 2013. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas encore été modifiés.

L'Assemblée est présidée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg (le Président). Le Président désigne comme secrétaire de l'Assemblée Madame Claudia ROUCKERT, employée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg (le Secrétaire). L'Assemblée choisit comme scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur) Madame Brigitte MARTIN, employée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg. Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur forment ensemble ci-après le Bureau.

L'Actionnaire Unique représenté à l'Assemblée ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués dans une liste de présence qui restera annexée aux présentes après avoir été signée par le représentant de l'Actionnaire Unique, les membres du Bureau et le notaire instrumentaire.

La procuration de l'Actionnaire Unique représenté à l'Assemblée, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera elle aussi annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec ledit acte auprès des autorités compétentes.

Le Bureau ainsi constitué, le Président constate et prie le notaire instrumentaire d'acter que:

I. il résulte de la liste de présence que toutes les 310 actions ayant une valeur nominale de EUR 100 chacune, représentant la totalité du capital social de la Société d'un montant de EUR 31.000, sont dûment représentées à la présente Assemblée qui est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les tous points figurant à l'ordre du jour;

II. l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

- (1) Renonciation aux formalités de convocation;
- (2) Décision de changer la dénomination de la Société vers «Coniureare Enterprise S.A.»;
- (3) Décision de changer la valeur nominale des actions de la Société de EUR 100 à EUR 1 et simultanément augmentation du nombre des actions de la Société de 310 à 31.000;
- (4) Décision de créer un capital social autorisé de la Société d'un montant allant jusqu'à EUR 500.000.000;
- (5) Décision de procéder à une refonte totale des Statuts; et
- (6) Divers.

III. après délibération, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'entièreté du capital social étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Actionnaire Unique représenté se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été préalablement communiqué.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination de la Société de "Lysandra S.A." à "Coniureare Enterprise S.A.".

Troisième résolution

L'Assemblée décide de changer la valeur nominale des actions de la Société de EUR 100 à EUR 1 et simultanément d'augmenter le nombre des actions de la Société de 310 à 31.000 de sorte que le capital social de la Société d'un montant de EUR 31.000 est représenté par 31.000 actions ayant une valeur nominale de EUR 1 chacune.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de créer un capital social autorisé de la Société d'un montant de EUR 500.000.000 et décide de donner au conseil d'administration de la Société le pouvoir et l'autorité d'augmenter le capital social de la Société dans les limites du capital social autorisé de la Société de EUR 500.000.000 par l'émission de nouvelles actions ordinaires et des actions privilégiées obligatoirement rachetables de classe A et des actions privilégiées obligatoirement rachetables de classe B, avec une valeur nominale de EUR 1 chacune pour une durée de cinq ans à partir de la présente assemblée générale extraordinaire.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de procéder à une refonte totale des Statuts afin qu'ils auront la teneur suivante:

« Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.

1.1 Il est formé une société anonyme (la Société), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).

1.2 La Société existe sous la dénomination de «Coniureare Enterprise S.A.».

1.3 La Société peut avoir un actionnaire unique (l'Actionnaire Unique) ou plusieurs actionnaires. La Société ne pourra pas être dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège Social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg).

2.2 Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

2.3 Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la Société.

3.1 La Société est constituée pour une période illimitée.

3.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts.

Art. 4. Objet Social.

4.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

4.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

4.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

4.4 La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

4.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

4.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens. Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à EUR 31.000 (trente et un mille euros) représenté par 31.000 (trente et un mille) actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune (les Actions Ordinaires).

Toutes les Actions Ordinaires ont été entièrement libérées.

5.2. Le capital social autorisé de la Société est fixé à EUR 500.000.000 (cinq cent million d'euros) et le Conseil d'Administration est autorisé à émettre trois classes d'actions: (i) des Actions Ordinaires, (ii) des actions privilégiées obligatoirement rachetables à dividende fixe et variable de classe A (ci-après désignées comme les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A), et (iii) des actions privilégiées obligatoirement rachetables à dividende fixe de classe B (ci-après désignées comme les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B, ensemble avec les Actions Ordinaires et les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A, les Actions), d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune. Les droits et obligations respectifs attachés à chaque classe d'Actions sont exposés ci-dessous.

Le Conseil d'Administration est autorisé à et mandaté aux fins:

(a) d'augmenter le capital social de la Société dans les limites du capital social autorisé, en émettant ponctuellement des nouvelles Actions, et

(b) de fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives des nouvelles Actions ainsi que les conditions de souscription et de libération des nouvelles Actions.

L'autorisation susmentionnée est donnée pour une période de 5 ans commençant le jour de la présente Assemblée et peut être renouvelée par une résolution de l'Assemblée Générale extraordinaire.

Chaque fois que le Conseil d'Administration prend des mesures visant à faire produire ses effets à une augmentation de capital, telle qu'autorisée ci-dessus, l'article 5 des Statuts sera modifié pour refléter cette augmentation de capital et le Conseil d'Administration, ou toute personne autorisée par le Conseil d'Administration à cette fin, prendra les mesures requises pour effectuer cette modification dans les formes légales.

5.3. Outre les apports effectués à la Société sous la forme de capital social comme indiqué à la section 5.1 ci-dessus, les nouveaux actionnaires ou actionnaires existants peuvent souscrire aux actions en effectuant des paiements au capital social et selon le cas ils peuvent également souscrire aux actions en effectuant des paiements au compte de prime d'émission lié aux actions nouvellement émises.

5.4. Le(s) Actionnaire(s) qui détiennent les Actions Ordinaires auront droit exclusivement au prorata parmi eux à tous les droits attachés à la prime d'émission versée pour la souscription des Actions Ordinaires. Le(s) Actionnaire(s) qui détiennent les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A auront droit exclusivement au prorata parmi eux à tous les droits attachés à la prime d'émission versée pour la souscription des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A. Le(s) Actionnaire(s) qui détiennent les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B auront droit exclusivement au prorata parmi eux à tous les droits attachés à la prime d'émission versée pour la souscription des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B.

5.5. La prime d'émission versée pour les Actions Ordinaires, les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A ou les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B sera comptabilisée sur des comptes de prime d'émission spécifiques, comme suit:

- toute prime d'émission versée pour les Actions Ordinaires sera comptabilisée sur un compte de prime d'émission des actions ordinaires (désigné ci-après comme le Compte de Prime d'Emission des Actions Ordinaires) et cette prime d'émission restera annexée aux Actions Ordinaires pour lesquelles la prime d'émission a été versée;

- toute prime d'émission versée pour les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A sera comptabilisée sur un compte de prime d'émission des actions privilégiées obligatoirement rachetables de classe A (désigné ci-après comme le Compte de Prime d'Emission des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A) et cette prime d'émission restera annexée aux Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A pour lesquelles la prime d'émission a été versée.

- toute prime d'émission versée pour les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B sera comptabilisée sur un compte de prime d'émission des actions privilégiées obligatoirement rachetables de classe B (désigné ci-après comme le Compte de Prime d'Emission des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B) et cette prime d'émission restera annexée aux Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B pour lesquelles la prime d'émission a été versée.

5.6. Toutes les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A et les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B sont émises sous la forme de actions rachetables au sens de l'Article 49-8 de la Loi. Sans préjudice des conditions stipulées à l'Article 49-8 de la Loi (en ce compris, notamment, le fait que le rachat des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A et Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B ne peut être effectué que par les sommes disponibles pour une distribution en vertu de l'Article 72-1 de la Loi fonds distribuables, comprenant la réserve extraordinaire établie avec les fonds reçus par la Société en tant que prime d'émission ou les produits d'une nouvelle émission réalisée pour le rachat, les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A et les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B seront rachetées en vertu des modalités et conditions suivantes:

(i) si les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A sont rachetées, la Société rachètera la totalité des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A alors émises dès expiration du délai de dix (10) ans à compter de la date à laquelle les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A concernées sont émises (désignée ci-après comme la Date de Rachat Obligatoire Finale de Classe A); si les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B sont rachetées, la Société rachètera la totalité des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B alors émises dès expiration du délai de dix (10) ans à compter de la date à laquelle les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B concernées sont émises (désignée ci-après comme la Date de Rachat Obligatoire Finale de Classe B);

(ii) nonobstant la Date de Rachat Obligatoire Finale de Classe A et à tout moment avant cette date, un détenteur d'Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A est autorisé à demander (à une ou plusieurs reprises) par écrit à la Société le rachat de la totalité ou d'une partie de ses Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A; nonobstant la Date de Rachat Obligatoire Finale de Classe B et à tout moment avant cette date, un détenteur d'Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B est autorisé à demander (à une ou plusieurs reprises) par écrit à la Société le rachat de la totalité ou d'une partie de ses Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B; et

(iii) a) un détenteur de toutes Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A, qui ont été rachetées, est autorisé à percevoir un paiement en numéraire ou en nature par Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A rachetées (désigné ci-après comme le Prix de Rachat de Classe A) qui sera égal à:

1. la valeur nominale des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A; plus
2. tous les dividendes courus et impayés que le détenteur des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A est autorisé à recevoir à la date du rachat; plus
3. un montant correspondant à une partie du Compte de Prime d'Emission des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A égal au solde du Compte de Prime d'Emission Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A divisé par le nombre de Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A en circulation immédiatement avant le rachat; plus
4. un montant correspondant à une partie du Compte de Reserve des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A (comme défini à l'article 5.10 ci-dessous) divisé par le nombre de Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A en circulation immédiatement avant le rachat.

b) un détenteur de toutes Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B, qui ont été rachetées, est autorisé à percevoir un paiement en numéraire ou en nature par Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B rachetées (désigné ci-après comme le Prix de Rachat de Classe B) qui sera égal à:

1. la valeur nominale des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B; plus
2. tous les dividendes courus et impayés que le détenteur des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B est autorisé à recevoir à la date du rachat; plus

3. un montant correspondant à une partie du Compte de Prime d'Emission des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B égal au solde du Compte de Prime d'Emission Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B divisé par le nombre de Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B en circulation immédiatement avant le rachat; plus

4. un montant correspondant à une partie du Compte de Réserve des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B (comme défini à l'article 5.10 ci-dessous) divisé par le nombre de Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B en circulation immédiatement avant le rachat.

Les Parts Sociales Privilégiées Obligatoirement Rachetables seront annulées immédiatement après le rachat et par le biais d'une assemblée générale extraordinaire des associés appelée à se prononcer sur ce rachat.

5.7. Dès le rachat des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A, respectivement des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B, le paiement du prix de rachat applicable pour les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A, respectivement des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B, qui seront rachetées peut être reporté, en totalité ou en partie, si la Société ne dispose pas de fonds disponibles suffisants pour une distribution afin de racheter la totalité des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A, respectivement des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B. Dans ce cas, la Société rachètera toujours la totalité des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A, respectivement des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B, et paiera à la date de rachat cette partie du prix de rachat que la Société est en mesure de payer avec les montants disponibles pour une distribution à la date de rachat obligatoire. De ce fait, la Société paiera, prioritairement à tous les autres montants exigibles à l'égard de son capital social, aux anciens détenteurs des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A, respectivement des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B, lorsqu'elle aura les montants disponibles suffisants afin de le faire, le solde de tous montants dus concernant le rachat plus une pénalité calculée sur le paiement différé. Cette pénalité sera librement fixée par les parties à la date à laquelle le défaut se produira.

En cas de paiement partiel du prix de rachat total des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A, respectivement des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B qui seront rachetées à la date de rachat finale, la Société ne peut payer aucun montant dérivé des Actifs Sous-Jacents à tout autre actionnaire à l'égard de son autre capital social jusqu'à paiement intégral du prix de rachat restant dû.

Un montant égal à la valeur nominale/comptable du compte de capital social et chaque Action Obligatoirement Rachetable de Classe A rachetée (Compte de Capital Social des Actions Obligatoirement Rachetables et Compte de Prime d'émission de Classe A) doit être inclus dans le Compte de Réserve des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A (comme défini au paragraphe 5.10. ci-dessous), ce montant ne peut pas être distribué aux détenteurs de Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A sauf en cas de réduction du capital social souscrit. La réserve peut uniquement être utilisée afin d'augmenter le capital social par incorporation des réserves.

Un montant égal à la valeur nominale/comptable du compte de capital social et chaque Action Obligatoirement Rachetable de Classe B rachetée (Compte de Capital Social des Actions Obligatoirement Rachetables et Compte de Prime d'émission de Classe B) doit être inclus dans le Compte de Réserve des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B (comme défini au paragraphe 5.10. ci-dessous), ce montant ne peut pas être distribué aux détenteurs de Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B sauf en cas de réduction du capital social souscrit. La réserve peut uniquement être utilisée afin d'augmenter le capital social par incorporation des réserves.

5.8. Chaque détenteur de Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A aura le droit de percevoir, en priorité par rapport au paiement des dividendes aux détenteurs des Actions Ordinaires, un dividende annuel égal à 6.633% + 3 month Euribor de la valeur nominale des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A détenues par ce détenteur (qui s'accumulera quotidiennement et sera calculé sur la base d'une année de 365 jours) et à la prime d'émission liée (le cas échéant), comptabilisée en tant que prime d'émission sur le Compte de Prime d'Emission des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A (ci-après désigné comme le Dividende 1 de Classe A), et un dividende variable (ci-après désigné comme le Dividende 2 de Classe A), correspondant à 99% des profits nets et des bonis de liquidation des Actifs Sous-Jacents moins (i) le montant du Dividende 1 de Classe A et tous frais et dépenses (en ce compris des dépréciations) en relation avec les Actifs Sous-Jacents et une partie des dépenses liées aux Actifs Sous-Jacents, distribuable chaque année et échus (en absence de distribution, une allocation automatique sera faite au Compte de Réserve des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A).

Chaque détenteur de Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B aura le droit de percevoir, en priorité par rapport au paiement des dividendes aux détenteurs des Actions Ordinaires, un dividende annuel fixe égal à 3 months Euribor 1.774% de la valeur nominale des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B détenues par ce détenteur (qui s'accumulera quotidiennement et sera calculé sur la base d'une année de 365 jours) et à la prime d'émission liée (le cas échéant), comptabilisée en tant que prime d'émission sur le Compte de Prime d'Emission des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B (ci-après désigné comme le Dividende de Classe B).

Aucun dividende ou acompte sur dividende ne sera distribué aux détenteurs des Actions Ordinaires jusqu'à ce que le Dividende 1 de Classe A et le Dividende 2 de Classe A aient été payés intégralement aux détenteurs des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A lorsque les montants déclarés ou suffisants pour le paiement de ces

dividendes ont été versés sur le Compte de Réserve des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A (comme défini au paragraphe 5.10. ci-dessous).

Aucun dividende ou acompte sur dividende ne sera distribué aux détenteurs des Actions Ordinaires jusqu'à ce que le Dividende de Classe B aient été payés intégralement aux détenteurs des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B lorsque les montants déclarés ou suffisants pour le paiement de ces dividendes ont été versés sur le Compte de Réserve des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B (comme défini au paragraphe 5.10. ci-dessous).

Les détenteurs des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A et de Classe B seront en droit de toucher leur dividende privilégié même pour des années où la Société a fait des pertes, à condition qu'il y ait assez des fonds distribuables.

Les dividendes des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe seront exclusivement liés au Revenu couru ou perçu à l'égard des actifs de la Société qui sont désignés en tant qu'Actifs Sous-Jacents financés par l'émission des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A.

Pour les besoins du paragraphe qui précède, Revenu, en ce qui concerne les Actifs Sous-Jacents pendant toute période signifiera le revenu couru ou perçu (comme, par exemple, entre autres, le revenu d'intérêts et/ou les produits de vente) par la Société en ce qui concerne les Actifs Sous-Jacents enregistrés pendant l'exercice comptable concerné de la Société selon les PCGR (Principes Comptables Généralement Reconnus) du Luxembourg.

Actifs Sous-Jacents signifiera les actifs financiers en EUR (euro) acquis ou qui seront acquis et financés directement par l'émission des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A et/ou tous les autres actifs financiers qui remplacent ces actifs financiers, soit achetés, soit financés avec le Revenu et autres revenus générés par ces actifs financiers ou par la cession de la totalité ou d'une partie de ces actifs financiers.

5.9. Chaque détenteur de Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A et de Classe B seront autorisé à percevoir des versements de dividendes uniquement à condition que la Société ait des liquidés disponibles suffisantes, après que chaque paiement de dividende soit effectué afin de couvrir ses dépenses courantes immédiatement après le paiement du dividende et que l'un des trois (3) événements suivants se soit produit:

- (i) La distribution d'un versement de dividendes ou d'un montant de réserve est approuvée; ou
- (ii) Les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A, respectivement de Classe B sont rachetées par la Société ou rachetées par le détenteur des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A, respectivement de Classe B; ou
- (iii) La Société est dissoute.

5.10. Si les bénéfices sont suffisants pour distribuer un dividende, en totalité ou en partie, et l'actionnaire, ou en cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires, décide de ne pas faire de résolution quant à la distribution de ce dividende, le montant du dividende qui aurait dû et aurait pu être distribué au détenteur des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A sera automatiquement affecté à une réserve distribuable comptabilisée sur le compte de réserve des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A (désigné ci-après comme le Compte de Réserve des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A). Si les bénéfices sont suffisants pour distribuer un dividende, en totalité ou en partie, et l'actionnaire, ou en cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires, décide de ne pas faire de résolution quant à la distribution de ce dividende, le montant du dividende qui aurait dû et aurait pu être distribué au détenteur des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B sera automatiquement affecté à une réserve distribuable comptabilisée sur le compte de réserve des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B (désigné ci-après comme le Compte de Réserve des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B).

5.11. En cas de dissolution de la Société, les droits au paiement en ce qui concerne les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A et de Classe B seront secondaires par rapport à toutes les autres dettes encourues par la Société mais seront prioritaires par rapport aux droits de paiement en ce qui concerne les Actions Ordinaires comme stipulé à l'article 18 ci-dessous.

5.12. Les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A et de Classe B n'ont pas de droit de vote, sauf dans les cas spécifiques prévus par la Loi.

5.13. Les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A et de Classe B ne sont pas convertibles en actions ordinaires de la Société, sauf pendant les six mois précédant la Date de Rachat Obligatoire Finale de Classe A, respectivement la Date de Rachat Obligatoire Finale de Classe B (la Période de Conversion). Pendant la Période de Conversion, les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A pourront être converties soit à la demande des détenteurs des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A soit à la demande de la Société, en un nombre d'actions ordinaires de la Société déterminé au moment de la conversion par la division de la valeur nominale des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A, plus tout dividende déclaré ou échus et non payés, plus toute somme se trouvant dans le Compte de Prime d'Emission des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A et toute somme se trouvant dans le Compte de Réserve des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A, avec la valeur de marché des actions ordinaires au moment de la conversion.

Pendant la Période de Conversion, les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B pourront être converties soit à la demande des détenteurs des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B soit à la demande de la Société, en un nombre d'actions ordinaires de la Société déterminé au moment de la conversion par la division de la valeur nominale des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B, plus tout dividende déclaré ou échus et non payés, plus toute somme se trouvant dans le Compte de Prime d'Emission des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B et toute somme se trouvant dans le Compte de Réserve des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B, avec la valeur de marché des actions ordinaires au moment de la conversion.

5.14. Les détenteurs des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A et de Classe B bénéficient d'un droit préférentiel au remboursement de leurs apports respectifs à la Société, plus toute somme se trouvant dans un compte prime ou compte réserve affectés à cette classe d'actions. Aucun remboursement d'apports ne peut être fait aux détenteurs des Actions Ordinaires avant que le droit préférentiel des détenteurs des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A et de Classe B n'aient été satisfait.

5.15. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'actionnaire unique, ou selon ce cas, de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Les actions de la Société sont nominatives.

6.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, la/les personne(s) invoquant un droit sur la/les action(s) devra/devront désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux actions. La même règle est appliquée dans le cas d'un conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier gagiste et un débiteur gagiste.

6.3 La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 7. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société.

7.1 Dans l'hypothèse d'un actionnaire unique, l'Actionnaire Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

7.2 Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

7.3 L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le deuxième mardi du mois de juin, à 14.00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

7.4 L'Assemblée Générale peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

7.5 Les autres Assemblées Générales pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation.

7.6 Tout Actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 8. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation.

8.1 Les délais de convocation et quorum requis par la Loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

8.2 Chaque Action Ordinaire donne droit à une voix. Les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A et les Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B n'ont pas de droit de vote, en conformité avec les dispositions de la Loi.

8.3 Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

8.4 Chaque Actionnaire peut prendre part aux Assemblées Générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

8.5 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 9. Administration de la Société.

9.1 La Société peut être gérée par un Administrateur unique en cas d'un seul actionnaire, ou par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) membres en cas de pluralité d'Actionnaires; le nombre exact étant déterminé par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires par l'Assemblée Générale. L'(es) administrateur(s) n'a(ont) pas besoin d'être actionnaire(s). En cas de pluralité d'administrateurs, l'Assemblée Générale peut décider de créer deux catégories d'administrateurs (Administrateurs A et Administrateurs B).

9.2 Le(s) administrateur(s) est/sont élu(s) par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'Assemblée Générale pour une période ne dépassant pas six (6) ans et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué à tout moment par décision de l'Assemblée Générale. Le(s) administrateur(s) sortant(s) peut/peuvent être réélu(s).

9.3 Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants élus par l'Assemblée Générale pourront se réunir et élire un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 10. Réunion du Conseil d'Administration.

10.1 En cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration doit choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le Conseil d'Administration.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président ou d'au moins deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant le Conseil d'Administration déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les administrateurs au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé 24 heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.3 Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

10.4 Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du Conseil d'Administration. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les administrateurs présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du Conseil d'Administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

10.5 Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'Administration n'aura pas de voix prépondérante. En cas d'égalité, la résolution sera considérée comme rejetée.

10.6 Tout administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'Administration au moyen d'une conférence téléphonique, d'une conférence vidéo ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

10.7 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

10.8 Le présent article ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 11. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 12. Délégation de pouvoirs.

12.1 Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

12.2 Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 13. Signatures autorisées.

13.1 La Société ne sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers que par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou de l'Administrateur Unique ou (ii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou

l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

13.2 En cas d'administrateurs de catégorie A et de catégorie B, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un administrateur B.

Art. 14. Conflit d'intérêts.

14.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

14.2 Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

14.3 Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 15. Commissaire(s).

15.1 Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires ou, dans les cas prévus par la Loi, par un réviseur d'entreprises agréé externe et indépendant. Le commissaire est élu pour une période n'excédant pas six ans et il est rééligible.

15.2 Le commissaire est nommé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 16. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 17. Affectation des Bénéfices.

17.1. Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissement et dépenses constituent le bénéfice net. Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve statutaire, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social nominal de la Société.

17.2. L'assemblée générale des actionnaires a le pouvoir discrétionnaire de décider de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut en particulier affecter ce bénéfice au paiement d'un dividende, le transférer sur un compte de réserve ou bien le reporter, sous réserve des dispositions des articles 5.8., 5.9. et 5.10. des présents Statuts.

17.3. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués, à tout moment, sous réserve des dispositions des articles 5.8., 5.9 et 5.10. des présents Statuts, aux conditions suivantes:

(i) Les comptes ou inventaire ou rapport sont établis par l'administrateur unique ou le conseil d'administration de la Société;

(ii) ces comptes, inventaire ou rapport indiquent que des fonds suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant qui sera distribué ne peut dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes qui seront affectées à la réserve statutaire;

(iii) la décision de verser des acomptes sur dividendes est prise par l'administrateur unique ou par le conseil d'administration de la Société dans les deux mois de la date d'établissement des compte;

(iv) assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés;

(v) Le commissaire ou le réviseur d'entreprises agréé vérifie dans son rapport que les conditions de la Loi ont été respectées;

Art. 18. Dissolution et liquidation.

18.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par une résolution de l'actionnaire unique ou de l'assemblée générale des actionnaires qui détermineront leurs pouvoirs et leurs rémunérations. Sauf disposition contraire prévue par la résolution de l'actionnaire ou des actionnaires ou par la loi, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus afin de réaliser les actifs et de payer les dettes de la Société.

18.2. Après le paiement de toutes les dettes et obligations de la Société ou le dépôt de tous fonds à cet effet, les détenteurs des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A auront le droit de percevoir, selon le cas, le Prix de Rachat de Classe A, plus un montant exigible en numéraire ou en nature égal à tous dividendes accumulés mais impayés, et tout autre compte de réserve lié aux Actions Sociales Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A qui peut exister de temps à autre.

Après le paiement de toutes les dettes et obligations de la Société ou le dépôt de tous fonds à cet effet, les détenteurs des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B auront le droit de percevoir, selon le cas, le Prix de Rachat de Classe B, plus un montant exigible en numéraire ou en nature égal à tous dividendes accumulés mais impayés, et tout autre compte de réserve lié aux Actions Sociales Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B qui peut exister de temps à autre.

Les détenteurs des Actions Ordinaires auront alors le droit de percevoir le montant restant disponible (le cas échéant) au prorata, en fonction du nombre d'actions détenues dans le capital social par les détenteurs de ces actions.

Si le surplus disponible pour une distribution parmi les actionnaires est insuffisant afin de réaliser le paiement intégral du droit de liquidation ci-dessus à (aux) détenteur(s) des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A, alors ce surplus sera distribué parmi ce(s) détenteur(s), de façon proportionnelle aux montants totaux qu'ils auraient eu sinon le droit de percevoir respectivement.

Si le surplus disponible pour une distribution parmi les actionnaires est insuffisant afin de réaliser le paiement intégral du droit de liquidation ci-dessus à (aux) actionnaire(s) des Actions Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B, alors ce surplus sera distribué parmi ce(s) détenteur(s), de façon proportionnelle aux montants totaux qu'ils auraient eu sinon le droit de percevoir respectivement.

Art. 19. Modifications statutaires. Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi.

Art. 20. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi.»

Estimation des coûts

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête de la même partie, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date des présentes, à Esch/Alzette.

Et après lecture faite à la partie comparante, ils ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Rouckert, Martin, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 24 décembre 2013. Relation: EAC/2013/17252. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014026781/1006.

(140031994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2014.

Pioneer Solutions SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 186.248.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of April.

Before us Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg (Luxembourg).

There appeared:

Pioneer Asset Management S.A. having its registered office at 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

duly represented by Jérôme Rysak, lawyer, professionally residing at 14 rue Erasme, L-2082 Luxembourg

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on the first day of April 2014.

The proxy given, signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which he acts has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which he declares to constitute as sole shareholder.

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose - Definitions

Art. 1. Name. There is hereby established by the sole subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued (the “Shares”), a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d’investissement à capital variable) under the name of “PIONEER SOLUTIONS SICAV” (the “Company”).

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a resolution of the Board of Directors of the Company (the “Board of Directors”). The registered office of the Company may be transferred within the same municipality by decision of the Board of Directors. It may be transferred to any other municipality within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of holders of Shares (“Shareholder(s)”), adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation (the “Articles”) or by a resolution of the sole Shareholder.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic, social or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in (i) shares in companies and other securities equivalent to shares in companies, (ii) bonds and other forms of securitised debt, and/or (iii) any other negotiable securities which carry the right to acquire any such transferable securities by subscription or exchange (“Transferable Securities”), (iv) units of other undertakings for collective investment (“UCI”), (v) financial derivative instruments and other techniques and instruments and (vi) other assets permitted by applicable law, with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted by Part II of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment as may be amended from time to time (the “Law of 2010”). The Company qualifies as an alternative investment fund within the meaning of article 1 of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “Law of 2013”).

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Sub-Funds/Classes of Shares. The capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof (the “Net Asset Value”). The minimum capital as provided by the Law of 2010 shall be one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000). Such minimum capital must be reached within a period of six (6) months after the date on which the Company has been authorised as a collective investment undertaking under Luxembourg law. The initial capital is thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into thirty one (31) Shares of no par value.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes of Shares.

The Company may have one or several Shareholders.

The Board of Directors may establish several portfolios of assets, each constituting a sub-fund of the Company within the meaning of Articles 181 of the Law of 2010 (each a “Sub-Fund” or “Sub-Funds”).

A Sub-Fund may, subject to the conditions set out in the sales documents (the “Sales Documents”), subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or already issued by one or several other Sub-Funds, without the Company being subject to the requirements regarding the subscription, acquisition and/or holding by a company of its own shares set out in the Luxembourg law dated 10 August 1915 as amended from time to time on commercial companies, under the conditions however, that:

- the target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target Sub-Fund; and

- the voting rights, if any, which might be attached to the shares concerned will be suspended for as long as they are held by the relevant Sub-Fund and without prejudice to an appropriate treatment in accounting and in the periodical reports; and

- in any case, as long as these shares are held by the Company, their value shall not be taken into account for the calculation of the Company's net assets for the control of the minimum threshold of net assets imposed by the Law of 2007.

Within each Sub-Fund, the Shares to be issued pursuant to Articles 6 and 7 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes (each a "Class" or "Class of Shares"). The Shares of each Class shall rank *pari passu* with each other in all respects. Each Class of Shares may differ as to its currency or the denomination of the Class, dividend policy, the level of fees and expenses to be charged, minimum subscription and minimum holding amounts applicable or any other feature as may be determined by the Board of Directors. The proceeds of the issue of each Class of Shares shall be invested in securities of any kind and/or other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant Class or Classes of Shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board of Directors.

No Shareholder within the same Class shall obtain preferential treatment, unless such preferential treatment is disclosed in the Sales Documents.

The Company constitutes one single legal entity. However, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. In addition, each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to it.

The Board of Directors may create each Sub-Fund or Class of Shares for an unlimited or limited period of time; in the latter case at the expiry of the initial period of time, the Board of Directors may extend the duration of the relevant Sub-Fund or Class of Shares once or several times. At expiry of the duration of the Sub-Fund, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class(es) of Shares, in accordance with Article 8.

At each prorogation of a Sub-Fund or Class(es) of Shares, the registered Shareholders shall be duly notified in writing, by a notice sent to the registered address as recorded in the register of Shares of the Company. The Sales Documents shall indicate the duration of each Sub-Fund and if appropriate, its prorogation.

The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed, as described in the Sales Documents.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The Company shall issue Shares in registered form only. If and to the extent permitted, and under the conditions provided for by law, the Board of Directors may at its discretion decide to issue, in addition to Shares in registered form, Shares in dematerialised form and to convert registered Shares in issue into dematerialised Shares, if requested by their holder(s), as more fully described in the Sales Documents. The costs resulting from the conversion of registered Shares at the request of their holders will be borne by the latter unless the Board of Directors decides, in its discretion, that all or part of these costs will be borne by the Company.

To the extent described above, the Board of Directors may further decide to compulsorily convert the registered Shares in issue into dematerialised Shares.

Where dematerialised Shares have been issued, the Company will be entitled to request, at its own expense, the necessary documentation enabling the identification of the ultimate Shareholder. These dematerialised Shares shall be registered in a securities account held by a clearing institution or a central securities depository whose name will be disclosed in the Sales Document.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons or by other duly authorised agent designated by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered Shares held by him.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The Share certificates shall be signed by two members of the Board of Directors ("Directors"). Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The certificates will remain valid even if the list of authorised signatures of the Company is modified. However, one of such signatures may be made by a person duly authorised thereto by the Board of Directors; in the latter case, it shall be manual.

(2) Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as

entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(3) If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

(4) The Company recognises only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

(5) The Company may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis. If the sum of the fractional Shares so held by the same Shareholder represents one or more entire Share(s), such Shareholder has the corresponding voting right.

Art. 7. Issue of Shares. The Board of Directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class or Sub-Fund; the Board of Directors may, in particular, decide that Shares of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Sales Documents.

The Board of Directors may impose restrictions in relation to the minimum amount of initial subscription, the minimum amount of any additional investments and the minimum amount of any holding of Shares.

After the initial offer of Shares for subscription, whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Class within the relevant Sub-Fund as determined in compliance with Article 11 hereof as of such day ("Valuation Day", as further described in Article 12 hereinafter) as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine, after the swing pricing adjustment mechanism (if any) is applied. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the Sales Documents and determined by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate to any Director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

If subscribed Shares are not paid for, the Company may redeem the Shares issued, whilst retaining the right to claim the issue fees and commission and any difference. In this case the applicant may be required to indemnify the Company against any and all losses, costs or expenses incurred directly or indirectly as a result of the applicant's failure to make timely settlement, as conclusively determined by the Board of Directors in its discretion. In computing such losses, costs or expenses account shall be taken where appropriate of any movement in the price of the Shares between allotment and cancellation or redemption and the costs incurred by the Company in taking proceedings against the applicant.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by applicable Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the independent authorised auditor of the Company (réviseur d'entreprises agréé) and provided that such securities delivered by way of contribution in kind comply with the investment objectives and investment policies and restrictions of the Sub-Fund to which they are contributed. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant Shareholders.

Art. 8. Redemption of Shares. Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the Sales Documents and within the limits provided by the Law of 2010 and these Articles.

The redemption price per Share shall be paid within a maximum period of time as provided by the Sales Documents and as determined by the Board of Directors in its discretion from time to time, provided that the Share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 11 hereof.

The redemption price shall be equal to the Net Asset Value per Share of the relevant Class within the relevant Sub-Fund, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such expenses and commissions (if any) at the rate provided by the Sales Documents, in compliance with the Law of 2010 and any applicable regulation, after the

swing pricing adjustment mechanism (if any) is applied. The relevant redemption price may be rounded up or down as further detailed in the Sales Documents as the Board of Directors shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares of the relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class.

Further, if on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the Board of Directors and disclosed in the Sales Documents in relation to the number of Shares in issue of a Class or in case of a strong volatility of the market or markets on which a Class is investing or in the best interest of a Sub-Fund or of a Class and its Shareholders, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interests of the Company. On the next Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests if necessary on a prorata basis among involved Shareholders.

If on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof amount to the total number of Shares in issue in any or all Class of Shares or Sub-Funds, the calculation of the Net Asset Value per Share of the relevant Class(es) of Shares may be deferred to take into consideration the fees incurred in closing of said Class(es) and or Sub-Fund.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class(es) equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Valuation Day on which the redemption price is calculated to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares of the relevant Class or Classes of Shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed Shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Unless otherwise determined by the Board of Directors for certain Classes of Shares or Sub-Funds, any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his Shares of one Class into Shares of the same or another Class, within the same or another Sub-Fund subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine.

The price for the conversion of Shares from one Class or Sub-Fund into another Class or Sub-Fund shall be computed by reference to the respective Net Asset Value of the two Classes of Shares, calculated on the same Valuation Day.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares would fall below such minimum holding as determined by the Board of Directors, then the Board of Directors may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class.

The Shares which have been converted into Shares of another Class shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (such person, firm or corporate body to be determined by the Board of Directors being herein referred to as "Prohibited Person").

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by certification, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of Shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such Shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "Purchase Notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the register of Shareholders as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid the manner in which the Purchase Price as defined hereinafter will be calculated and the name of the purchaser.

Any such Purchase Notice may be served upon such Shareholder by posting the same by registered mail addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates representing the Shares specified in the Purchase Notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such Purchase Notice and, in the case of registered Shares, his name shall be removed from the register of Shareholders

(2) The price at which each such Share is to be purchased (the "Purchase Price") shall be an amount based on the net asset value per Share of the relevant class as at the Valuation Day specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the Purchase Notice or next succeeding the surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such Purchase Notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such Shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the Shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the Purchase Price following surrender of the Share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank following effective surrender of the Share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a Shareholder under this paragraph, but not collected within a period of six months from the date specified in the Purchase Notice, may not thereafter be claimed and shall be deposit with the "Caisse de Consignation". The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

The Company may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to Shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such Shares nor any securities dealer who acquires Shares with a view to their distribution in connection with an issue of Shares by the Company.

Prohibited Person does also include without limitation:

- Any person subject to the United States Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended ("ERISA"), and to other benefit plan, as defined in ERISA so as to avoid that the aggregate holding of shares by such persons may reach 25 per cent of the value of any class (as determined in accordance with ERISA).

- "U.S. person" which means (i) a natural person who is a resident of the United States; (ii) a corporation, partnership or other entity, other than an entity organised principally for passive investment, organised under the laws of the United States and which has its principal place of business in the United States; (iii) an estate or trust, the income of which is subject to United States income tax regardless of the source; (iv) a pension plan for the employees, officers or principals of an entity organised and with its principal place of business in the United States; (v) an entity organised principally for passive investment such as a pool, investment company or other similar entity; provided, that units of participation in the entity held by persons who qualify as U.S. persons or otherwise as qualified eligible persons represent in the aggregate 10% or more of the beneficial interests in the entity, and that such entity was formed principally for the purpose of investment by such persons in a commodity pool the operator of which is exempt from certain requirements of Part 4 of the U.S. Commodity Futures Trading Commission's regulations by virtue of its participants being non-U.S. Persons; (vi) any other "U.S. Person" as such term may be defined in Regulation S under the U.S. Securities Act of 1933, as amended, or in regulations adopted under the U.S. Commodity Exchange Act of 1922, as amended; (vii) any U.S. person that would fall within the ambit of the Foreign Account Tax Compliance provisions of the U.S. Hiring Incentives to Restore Employment Act enacted in March 2010 or (viii) any other "U.S. Person" as such term may be defined in the Sales Document.

U.S. person as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

Art. 11. Calculation of the Net Asset Value. The Net Asset Value per Share of each Class of Shares within each Sub-Fund shall be expressed in the Pricing Currency (as defined in the Sales Document) of the relevant Class or Sub-Fund

and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the Net Asset Value of the Sub-Fund attributable to the relevant Class which is equal to (i) the value of the assets attributable to such Class and the income thereon, less (ii) the liabilities attributable to such Class and any provisions deemed prudent or necessary, through the total number of Shares of such Class outstanding on the relevant Valuation Day. The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant Pricing Currency as the Board of Directors shall determine.

If after the time of determination of the Net Asset Value per Share, but before its publication, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a Sub-Fund are dealt in or quoted on, the Company may cancel the first valuation and carry out a second valuation, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company. In such a case, instructions for subscription, redemption or conversion of Shares shall be executed on the basis of the second Net Asset Value calculation.

The value of the assets and liabilities of the Company is generally determined in accordance with IFRS rules.

The valuation of the Net Asset Value of the different Classes of Shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph 1. below with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Company has an open position in;
- 7) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have to be written off;
- 8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of the assets of each Sub-Fund shall be determined as follows:

1. The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.
2. The value of each security or money market instrument which is quoted or dealt in on a stock exchange will be based on its last available price at the time of valuation on the Valuation Day on the stock exchange which is normally the principal market for such security.
3. The value of each security or money market instrument dealt in on any other Regulated Market will be based on its last available price at the time of valuation on the Valuation Day.
4. In the event that any of the securities or money market instruments held in a Sub-Fund's portfolio on the relevant day are not quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any other Regulated Market or if, with respect of securities quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any Regulated Market, the price as determined pursuant to sub-paragraphs 2. or 3. is not representative of the relevant securities, the value of such securities will be determined based on a reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.
5. The liquidating value of futures, forward or options contracts not traded on exchanges or on other organised markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Company, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other organised markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and organised markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded on behalf of the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Company may deem fair and reasonable.
6. Swaps, all other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Company.
7. Units or shares of open-ended UCIs will be valued at their last determined and available net asset value, or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Company on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCIs will be valued at their last available stock market value at the time of valuation on the Valuation Day.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Base Currency of a Sub-Fund will be converted into the Base Currency of such Sub-Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors of the Company.

The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

In the event that extraordinary circumstances render a valuation in accordance with the foregoing guidelines impracticable or inadequate, the Company will, prudently and in good faith, use other criteria in order to achieve what it believes to be a fair valuation in the circumstances.

To the extent that the Company considers that it is in the best interests of Shareholders, if on any Valuation Day the aggregate subscriptions and redemptions in Shares of all Classes of any particular Sub-Fund expected to result in a net increase or decrease of Shares which exceeds a threshold set by the Company from time to time for that Sub-Fund, taking into account factors including the prevailing market conditions, the Net Asset Value of the Sub-Fund may be adjusted to reflect the estimated dealing spreads, costs and charges to be incurred by the Sub-Fund in liquidating or purchasing investments to satisfy the net transactions for that particular Valuation Day. The adjustment shall not exceed 2% of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund on the relevant Valuation Day. This adjustment will be made before the application of any performance fee if applicable.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including, without limitation, administrative expenses, management fees, including incentive fees, if any, and depositary fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as of the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the Company, as well as such amount (if any) as the Company may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all charges and expenses payable by the Company. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The Board of Directors shall establish a Sub-Fund in respect of each Class of Shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more Classes of Shares in the following manner:

- a) if two or more Classes relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned;
- b) the proceeds to be received from the issue of Shares of a Class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund corresponding to that Class, provided that if several Classes are outstanding in such Sub-Fund, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the Class to be issued;
- c) the assets and liabilities and income and expenditure applied to a Sub-Fund shall be attributable to the Class or Classes corresponding to such Sub-Fund;
- d) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or Class or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund or Class, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund or Class;
- e) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class or Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Classes in any Sub-Fund or to the Sub-Funds pro rata to the Net Asset Values of the relevant Classes or in such other manner as determined by the Management Company acting in good faith. The Company shall be considered as one single entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it;
- f) upon the payment of distributions to the Shareholders of any Class, the Net Asset Value of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each Class of Shares, the Net Asset Value per Share and the subscription, redemption and conversion price of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least once a month at a frequency determined by the Board of Directors, such date or time of calculation being the Valuation Day.

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Sub-Fund and the issue and redemption of its Shares from its Shareholders as well as the conversion from and to Shares of each Sub-Fund:

a) during any period when any of the principal stock exchanges, regulated market or other regulated markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to a Sub-Fund from time to time is quoted or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Sub-Fund is denominated are closed otherwise than for ordinary holidays or during which dealings are substantially restricted or suspended;

b) political, economic, military, monetary or other emergency beyond the control, liability and influence of the Company makes the disposal of the assets of any Sub-Fund impossible under normal conditions or such disposal would be detrimental to the interests of the Shareholders;

c) during any breakdown in the means of communication network normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

e) during any period when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

f) during any period when the Board of Directors so decides, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) as soon as an extraordinary general meeting of Shareholders of the Company or a Sub-Fund has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Company or a Sub-Fund and (ii) when the Board of Directors is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve a Sub-Fund;

g) following a decision to merge, liquidate or dissolve the Company or any of its Sub-Funds or upon the order of the Luxembourg regulatory authorities;

h) in the case of a Sub-Fund for which the Board of Directors has required that a Side Pocket Sub-Fund be established.

When exceptional circumstances might adversely affect Shareholders' interests or in the case that significant requests for subscription, redemption or conversion are received, the Board of Directors reserves the right to set the value of Shares in one or more Sub-Funds only after having sold the necessary securities, as soon as possible, on behalf of the Sub-Fund(s) concerned. In this case, subscriptions, redemptions and conversions that are simultaneously in the process of execution will be treated on the basis of a single Net Asset Value per Share in order to ensure that all Shareholders having presented requests for subscription, redemption or conversion are treated equally.

Any such suspension of the calculation of the Net Asset Value shall be notified to the subscribers and Shareholders requesting redemption, subscription or conversion of their Shares on receipt of their request for subscription, redemption or conversion.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions will be taken into account on the first Valuation Day after the suspension ends.

Such suspension as to any Class shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Class.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value.

Art. 13. Side Pockets. The Board of Directors may decide, in the interest of Shareholders, to segregate certain assets from a Sub-Fund's portfolio (e.g. assets which have become illiquid or hard to evaluate) within a "side pocket", the form and specificities of which will be disclosed to the relevant Sub-Fund's Shareholders by way of notice. The creation and implementation of a side pocket shall not require any approval by the relevant Sub-Fund's Shareholders.

Side pockets may be created in any form authorised in the Grand Duchy of Luxembourg and may result, amongst others, in Shareholders becoming Shareholders of an additional new Class (within the same Sub-Fund or within a new Sub-Fund) or Sub-Fund. In this respect, any provisions of these Articles normally applicable to a Class / Sub-Fund which are incompatible with the implementation of the side pocket shall be set aside if the interest of the relevant Shareholders so requires.

Upon creation of a side pocket, the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund shall be reduced so that it takes into account only such assets of the Sub-Fund which would have not been isolated within the side pocket.

The Board of Directors will try to sell the assets isolated in any side pocket on the market. Shareholders of the Sub-Fund in relation to which a side pocket has been created shall be entitled to receive a portion of the assets (in cash or in kind) of such side-pocket at its liquidation; such portion shall be proportional to their shareholding in the relevant Sub-Fund at the time of creation of the side pocket.

Title III. Administration and supervision

Art. 14. Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members, who need not be Shareholders of the Company. However, if it is noted at a Shareholders' meeting that all the Shares issued by the Company are held by one single Shareholder, the Company may be managed by one single Director until the first annual Shareholders' meeting following the moment where the Company has noted that its Shares are held by more than one Shareholder. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The Directors shall be elected by the Shareholders at a general meeting of Shareholders; in particular by the Shareholders at their annual general meeting for a period of three years or until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders. The Shareholders shall further determine the number of Directors, their remuneration and the term of their office.

In the event in which an elected Director is a legal entity, a permanent individual representative thereof should be designated as member of the Board of Directors. Such individual is submitted to the same obligations than the other Directors.

Such individual may only be revoked upon appointment of a replacement individual.

Directors shall be elected by the majority of the votes validly cast and shall be subject to the approval of the Luxembourg regulatory authorities.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders which shall take a final decision regarding such nomination.

Art. 15. Board Meetings. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another Director, or in case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board of Directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers deemed necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be Directors or Shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment which enables his/her identification whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Directors or by the secretary or any other authorised person.

Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented and voting at such meeting.

In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Directors' meetings; each Director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 16. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 19 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 17. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two Directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 18. Delegation of Power. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

The Company may enter with any Luxembourg or foreign company into (an) investment management agreement(s), according to which such company will supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy. Furthermore, such company may, on a day-to-day basis and subject to the overall control and ultimate responsibility of the Board of Directors, purchase and sell securities and otherwise manage the Company's portfolio. The investment management agreement shall contain the rules governing the modification or expiration of such contract(s) which are otherwise concluded for an unlimited period.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notary or private proxy.

Art. 19. Investment Policies and Restrictions. The Board of Directors, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of each Sub-Fund of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with Part II of the Law of 2010 and any other applicable laws and regulations.

Art. 20. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, except for day-to-day transactions concluded in normal terms such Director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of Shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the investment manager, the management company, the Depository Bank or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

The Board of Directors is responsible for the implementation of the conflict of interest policy of the Company.

Art. 21. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 22. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2010.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 23. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

It may also be called upon the request of Shareholders representing at least one tenth of the Share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, on the last Friday of the month of April at 11.30 a.m. Luxembourg time.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of Shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraphs, that date, time or place to be decided by the Board of Directors.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders.

The giving of such notice to registered Shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

If all Shares are in registered form and if no publications are made, notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

Notices to Shareholders will be published to the extent required by applicable law in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each Share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by giving a written proxy or by cable, telegram, facsimile transactions or any other electronic means capable of evidencing such proxy to another person, who need not be a Shareholder and who may be a Director of the Company.

The holders of dematerialised shares, as the case may be, will be entitled to participate to the general meetings and vote, to the extent permitted by the applicable laws and regulations.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the validly cast votes.

Art. 24. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares. The Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the Shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class.

The provisions of Article 23 shall apply to such general meetings as the case may be.

Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing or by cable, telegram, facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such proxy to another person who needs not be a Shareholder and may be a Director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund or of a Class of Shares are passed by a simple majority vote of the validly cast votes.

Any resolution of the general meeting of Shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of Shares of any Class vis-à-vis the rights of the holders of Shares of any other Class or Classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of Shareholders of such Class or Classes in compliance with Article 68 of the law of 10 August, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 25. Dissolution and Merger of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that for any reason the value of the net assets of any Sub-Fund has decreased to an amount determined by the Board of Directors of the Company from time to time to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of the Sub-Fund or in order to proceed to an economic rationalisation, the Board of Directors of the Company may decide (i) to compulsorily redeem all the Shares of the relevant class or classes issued in such Sub-Fund at the Net Asset Value per Share, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and calculated on the valuation day at which such decision shall take effect or (ii) to offer to the Shareholders of the

relevant class or classes issued in such Sub-Fund the conversion (if not prohibited) of their Shares into Shares of another class of Shares.

The decision of the Board of Directors will be published (either in newspapers to be determined by the Board of Directors or by way of a notice sent to the Shareholders at their addresses indicated in the register of Shareholders) prior to the effective date of the compulsory redemption and the publication and will indicate the reasons for, and the procedures of the compulsory redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption or conversion of their Shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

The Board of Directors of the Company may decide at any moment for the termination of a Class of Shares. In the case of termination of a Class of Shares, the Board of Directors of the Company may offer to the Shareholders of the relevant Class the conversion (if not prohibited) of their Shares into Shares of another Class of the same Sub-Fund or of another Sub-Fund of the Company, under the terms fixed by the Directors.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the Shareholders of any one or all Classes of Shares issued in any Sub-Fund may at a general meeting of such Shareholders, upon proposal from the Board of Directors, redeem all the Shares of the relevant Class or Classes and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the validly cast votes.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares shall be cancelled.

The dissolution of the last Sub-Fund of the Company will result in the liquidation of the Company.

The Board of Directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another UCI (the "New Sub-Fund") and to redesignate the Shares of such Sub-Fund as Shares of the New Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published (either in newspapers to be determined by the Board of Directors or by way of a notice sent to the Shareholders at their addresses indicated in the register of Shareholders) (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-Fund), one month before the applicable Redemption Cut-Off Time preceding the date on which the merger becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption or conversion of their Shares, free of charge, during such period.

At the expiry of this period, the decision related to the contribution binds all the Shareholders who have not exercised such right, provided that when the UCI benefiting from such contribution is of the contractual type (fonds commun de placement), the decision only binds the Shareholders who agreed to the contribution.

The Board of Directors may also, under the same circumstances as provided above, decide to allocate the assets of, and liabilities attributable to any Sub-Fund to a foreign UCI.

A Sub-Fund may exclusively be contributed to a foreign UCI upon approval of all the shareholders of the classes of shares issued in the Sub-Fund concerned or under the condition that only the assets of the consenting shareholders be contributed to the foreign UCI.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Company may be decided upon by a general meeting of the Shareholders issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such a merger by resolution taken by a simple majority of validly cast votes.

A contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another UCI or to another Sub-Fund within such other UCI shall require a resolution of the Shareholders of such Sub-Fund taken subject to the quorum and majority requirements provided for the amendment of these Articles, except when such a contribution is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign-based UCI, in which case such resolutions shall be binding only on those Shareholders who have voted in favour of such contribution.

In the context of the termination or the merger of Sub-Funds, the preceding paragraphs are only applicable provided that the Company is composed of several Sub-Funds.

In the event that for any reason the value of the assets in any Class has decreased to an amount determined by the Board of Directors in the interests of Shareholders to be the minimum level for such Class to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economical, political or monetary situation relating to the Class concerned would have material adverse consequences on the investments of that Class or if the range of products offered to investors is rationalised, the Board of Directors may decide to allocate the assets of any Class to those of another existing Class within the Company and to redesignate the Shares of the Class or Classes concerned as Shares of another Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders).

The Company shall send a written notice to the Shareholders of the relevant Class one month prior to the effective date for the amalgamation in order to enable Shareholders to request redemption or conversion of their Shares, free of charge, during such period. This notice will indicate the reasons and the procedure for the amalgamation operations. Unless it is otherwise therein advised in the interests of Shareholders, or to maintain equality of treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Class concerned may continue to request redemptions or conversions of their Shares without any additional charges (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the effective date of the compulsory redemption.

A contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Class to another Class within any Sub-Fund of the Company may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the Class concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of the validly cast votes.

Art. 26. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

Art. 27. Distributions. The general meeting of Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the Board of Directors to declare, distributions.

For any Class of Shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders. Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

For each Sub-Fund or Class of Shares, the Board of Directors may decide on the payment of interim dividends in compliance with legal requirements.

The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant Class or Classes of Shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 31 hereof.

Whenever the Share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 6 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the validly cast votes.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the Share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the votes of the Shares represented and validly cast at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 30. Depositary Bank. To the extent required by law, the Company shall enter into a depositary bank agreement with a credit institution or an investment firm as defined by the law of 5 April, 1993 on the financial sector, as amended and in compliance with the conditions set forth by the Law of 2013.

The Depositary Bank shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2010 and the Law of 2013.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements of the Law of 2013, the depositary can discharge itself of liability under the conditions set out in the Law of 2013.

If the Depositary Bank desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor depositary bank within two months of the effectiveness of such retirement. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary Bank but shall not remove the Depositary Bank unless and until a successor depositary bank shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 31. Amendments to the Articles of Incorporation. The Articles may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 10 August 1915. For the avoidance of doubt, such quorum and majority requirements shall be as follows: fifty percent of the Shares issued must be present or represented at the general meeting and a super-majority of two thirds of the Shareholders present or represented and validly voting is required to adopt a resolution. In the event that the quorum is not reached, the general meeting must be adjourned and re-convened. There is no quorum requirement for the second meeting but the majority requirement remains unchanged.

Art. 32. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law of 10 August 1915 and the Law of 2010 as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory Dispositions

- 1) The first accounting year will begin the day when the Company will be incorporated and will end on 31 December 2014.
- 2) The first annual general meeting of Shareholders will take place on 24 April 2015.

Subscription and Payment

The share capital of the Company is subscribed as follows:

Pioneer Asset Management S.A., prequalified, subscribes for thirty-one (31) Shares, resulting in a total payment of thirty one thousand euros (EUR 31,000).

Evidence of the above payment, totalling thirty one thousand euros (EUR 31,000) was given to the undersigned notary.

The subscriber declared that upon determination by the Board of Directors, pursuant to the Articles, of the various Classes of Shares which the Company shall have, he will elect the Class or Classes of Shares to which the Shares subscribed to shall appertain.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 10 August 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The formation and preliminary expenses of the Company, amount to approximately EUR 3,000.-.

General Meeting of Shareholders

The above named person representing the entire subscribed capital and considering herself as validly convened, has immediately proceeded to resolve as follows:

I. The following are elected as Directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31 December 2014:

- Mr. Enrico TURCHI, born in Carrara (Italy) on 20 October 1959, residing professionally at 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg (Luxembourg);
- Mr. David GLASSEY, born in Coleraine (Northern Ireland) on 25 May 1958, residing professionally at 1, George's Quay Plaza, George's Quay, Dublin 2 (Ireland);
- Mr. Declan MURRAY, born in Port Lairge/Waterford (Ireland) on 13 March 1968, residing professionally at 1, George's Quay Plaza, George's Quay, Dublin 2 (Ireland).

II. The following is elected as auditor ("réviseur d'entreprises agréé") for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31 December 2014:

Deloitte Audit S.à.r.l., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

III. The address of the Company is set at 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English.

Whereof, this notary deed was drawn up in Luxembourg, on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the parties, they signed together with us, the notary this original deed.

Signé: J. RYSAK et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 avril 2014. Relation: LAC/2014/17573. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2014.

Référence de publication: 2014056147/816.

(140064375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Motherly S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.

R.C.S. Luxembourg B 184.634.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le troisième jour du mois de janvier,

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Comparaît:

Redmile Holding SA, une société de droit de Panama, ayant son siège social au 2nd Floor, Swiss Bank Building, East 53rd Street, Panama City,

Le fondateur ici représenté par Monsieur Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

La partie comparante, en qualité par laquelle elle agit, a requis du notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts (les «Statuts») comme suit:

Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société anonyme (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 2. La dénomination de la Société sera «Motherly S.A.».

Art. 3. L'objet de la Société est de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la société le jugera utile, et de manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la société jurera adapté et en particulier pour les actions ou titres de toute société les acquérant; de conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres et d'octroyer à toute société holding, filiale ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la société ou toute société participant au même groupe de sociétés, tout concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la commune de la ville de Luxembourg par décision du conseil d'administration.

Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert provisoire du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par le conseil d'administration.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des actionnaires ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans

les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées des actionnaires ou de l'actionnaire unique.

Capital social - Actions

Art. 7. Le capital social est fixé à EUR 31.000 (trente et un mille Euro), représenté par 3.100 (trois mille cent) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix Euro) chacune.

Le montant du capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou par décision de l'actionnaire unique (selon le cas) prise dans les formes requises pour la modification des Statuts.

Art. 8. Chaque action confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions et chaque actionnaire a un nombre de droit de vote proportionnel aux nombres d'actions qu'il détient.

Art. 9. Les actions sont librement cessibles.

Les actions auront la forme d'actions nominatives uniquement. Un registre des actionnaires sera tenu par la Société et mentionnera, au moins, l'identification précise de chaque actionnaire, le nombre d'actions qu'il détient et, le cas échéant, leur transfert et la date de ce transfert.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Art. 10. La Société est autorisée à racheter ses propres actions sous les conditions requises par la Loi.

Administration

Art. 11. La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois administrateurs. Toutefois, lorsque toutes les actions sont détenues par un actionnaire unique, le conseil d'administration peut être composé d'un seul administrateur dans les conditions prévues par la Loi. L'/Les administrateur(s) ne doit/doivent pas être obligatoirement actionnaire(s) de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires pourra décider de nommer des administrateurs de deux classes différentes, les administrateurs de classe A et les administrateurs de classe B. Une telle classification des administrateurs devra être dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les administrateurs devront être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent. Lorsqu'une personne morale est nommée en tant que membre du conseil d'administration, elle devra informer la Société du nom de la personne physique qu'elle a nommé pour agir en tant que son représentant permanent dans l'exercice de son mandat d'administrateur de la Société.

L'/Les administrateur(s) est/sont nommé(s) et sa/leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas) prise à la majorité simple des voix. La rémunération de(s) l'administrateur(s) peut être modifiée par résolution prise dans les mêmes conditions de majorité. L'/Les administrateur(s) est/sont rééligible(s).

L'/Les administrateur(s) peut/peuvent être révoqué(s) et remplacé(s) à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas).

En cas de vacance d'un poste d'administrateur en raison du décès ou de la démission d'un administrateur ou pour toute autre raison, les autres administrateurs peuvent, par voie de cooptation, élire un nouvel administrateur pour pourvoir à cette vacance jusqu'à l'assemblée générale suivante selon les dispositions de la Loi.

La durée du mandat de(s) l'administrateur(s) qui n'excédera pas 6 années, est fixée par l'assemblée générale des actionnaires ou par décision de l'actionnaire unique.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires ou à l'actionnaire unique (selon le cas) par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil d'administration.

Vis-à-vis des tiers, le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et de réaliser et approuver tous actes et opérations en relation avec l'objet social et dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

La gestion journalière des affaires de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans ce cadre peut être déléguée à un ou plusieurs directeurs, administrateurs, qui peut / peuvent ne pas être actionnaires de la Société.

La Société sera engagée par la signature individuelle de son administrateur unique dans le cas où un seul administrateur a été nommé, par la signature conjointe de deux membres du conseil d'administration, étant entendu que si l'assemblée générale des actionnaires ou l'actionnaire unique (selon le cas) a nommé différentes classes d'administrateurs (à savoir des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B), la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B (y inclus par voie de représentation). L'administrateur unique ou le conseil d'administration peut, de temps en temps, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc qui ne doivent pas être nécessairement actionnaires ou administrateurs de la Société.

Le conseil d'administration détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ces agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 12. Le conseil d'administration désignera parmi ses membres un président qui, en cas d'égalité des voix, n'aura pas voix prépondérante. Le président présidera à toutes les réunions du conseil d'administration. En cas d'absence du président, le conseil d'administration sera présidé par un administrateur présent et nommé à cet effet. Le conseil d'administration peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement administrateur, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil d'administration ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunira suite à la convocation faite par un administrateur.

Pour chaque conseil d'administration, des convocations devront être établies et envoyées à chaque administrateur au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil d'administration.

Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des affaires à traiter.

Les convocations peuvent être faites aux administrateurs oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque administrateur peut renoncer à cette convocation par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Les réunions du conseil d'administration se tiendront valablement sans convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil d'administration tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil d'administration.

Chaque administrateur peut prendre part aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou moyens électroniques un autre administrateur pour le représenter.

Un administrateur peut représenter plusieurs autres administrateurs.

Les réunions du conseil d'administration se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg et requerront la présence de la majorité aux moins des administrateurs en personne ou représentés, laquelle sera constitutive du quorum.

Conformément à l'article 64bis (3) de la Loi, les administrateurs peuvent assister à une réunion du conseil d'administration par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant leur identification.

Une telle participation à une réunion du conseil d'administration est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Les décisions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité des voix des administrateurs participant à la réunion ou qui y sont valablement représentés.

Cependant, au cas où l'assemblée générale des actionnaires aurait nommé différentes classes d'administrateurs (à savoir des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B), toute résolution du conseil d'administration ne pourra être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des administrateurs, y inclus au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B (qui pourra être représenté).

Les délibérations du conseil d'administration sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou, si cela est applicable, par son remplaçant ou par deux directeurs présents à l'assemblée. Les procurations resteront annexées au procès-verbal. Toute copie ou extrait de ce procès-verbal sera signé par le président ou deux directeurs.

En cas d'urgence, une résolution écrite approuvée et signée par tous les administrateurs auront le même effet qu'une résolution prise lors d'une réunion du conseil d'administration.

Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire fax, câble, télégramme, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un directeur unique, les décisions sont prises par le directeur unique, aux moments et lieux qu'il déterminera, par résolutions écrites qu'il signera.

Art. 13. Un administrateur ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Assemblées générales des actionnaires

Art. 14. En cas de pluralité d'actionnaires, les décisions des actionnaires sont prises en assemblée générale des actionnaires. Une assemblée générale annuelle est tenue au siège de la Société le premier jeudi du mois de mai à 14 heures. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale des actionnaires se tiendra le jour ouvrable suivant à la même heure. Toute autre assemblée générale des actionnaires se tient au lieu, à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 15. Les assemblées générales des actionnaires ou de l'actionnaire unique sont convoquées par le conseil d'administration ou, à défaut, par des actionnaires représentant plus du dixième du capital social de la Société.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque actionnaire au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 21 (vingt et un) jours par courrier recommandé avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui ne doit pas être nécessairement actionnaire.

Les administrateurs peuvent assister et prendre la parole aux assemblées générales des actionnaires.

Les assemblées générales des actionnaires délibèrent aux conditions de quorum et de majorité requises par la Loi.

Les procès-verbaux des assemblées sont signés par le bureau de l'assemblée et par les actionnaires qui en font la demande.

L'actionnaire unique exerce seul les pouvoirs dévolus par la Loi à l'assemblée des actionnaires.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 17. Chaque année, avec effet au 31 décembre, le conseil d'administration établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les engagements et les dettes des administrateurs et du/des commissaire(s) envers la Société.

Dans le même temps, le conseil d'administration préparera un compte de profits et pertes qui sera transmis au moins un mois avant l'assemblée générale annuelle des actionnaires ou de l'actionnaire unique avec un rapport sur les opérations de la Société, aux commissaires, qui feront un rapport.

Art. 18. 15 (quinze) jours avant l'assemblée générale annuelle des actionnaires, tout actionnaire peut prendre connaissance au siège social de la Société du bilan, du compte de profits et pertes, du rapport des commissaires et de tout document mentionné dans l'article 73 de la Loi.

Surveillance de la société

Art. 19. La surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui ne doit/doivent pas être nécessairement actionnaire(s). Chaque commissaire sera nommé pour une période n'excédant pas six ans par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique, qui peut les révoquer à tout moment.

La durée du mandat du/des commissaire(s) et sa/leur rémunération éventuelle sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique. A l'expiration de cette période, le mandat du/des commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonctions par une nouvelle décision de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre de commerce et des sociétés et sur la comptabilité et comptes annuels des entreprises seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Dividendes - Réserves

Art. 20. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant, mais devront être repris si la réserve légale devient inférieure à ce montant.

L'assemblée générale des actionnaires, à la majorité prévue par la Loi ou l'actionnaire unique, peut décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera distribué entre les actionnaires au titre de dividendes au prorata de leur participation dans le capital social de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Dividendes intérimaires

Art. 21. Le conseil d'administration de la Société peut décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social dans les conditions prévues dans la Loi.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. L'assemblée générale des actionnaires peut décider de la dissolution de la Société dans les conditions requises pour la modification des statuts.

Art. 23. La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux actionnaires au prorata de leur participation dans le capital social de la Société.

Loi applicable

Art. 24. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents Statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 31 décembre 2014.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Libération - Apports

- 3.100 (trois mille cent) actions ont été souscrites par Redmile Holding SA, pré désignée, et entièrement libérées par apport en numéraire, preuve en ayant été donnée au notaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'Article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents Euros (1.500.- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, a tenu une assemblée générale d'actionnaires et, reconnaissant avoir été valablement convoqué, a pris les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Sont nommés administrateurs:
 - Monsieur François Bourgon, gérant de sociétés, né le 29 décembre 1969 à Phalsbourg, France, dont l'adresse professionnelle est au 4, rue Jean-Pierre Probst L-2352 Luxembourg,
 - Monsieur Jaap Meijer, gérant de sociétés, né le 24 septembre 1965 à Laren, Pays Bas, dont l'adresse professionnelle est au 4, rue Jean-Pierre Probst L-2352 Luxembourg
 - Monsieur Enzo Guastaferrri, employé privé, né le 7 novembre 1968 à Messancy, Belgique, dont l'adresse professionnelle est au 4, rue Jean-Pierre Probst L-2352 Luxembourg,

Conformément à l'article 11 de ses statuts, la Société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs.

Les administrateurs sont nommés pour une durée expirant le jour de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en mai 2015.

- 3) Servicac S.à r.l., ayant son siège social au 9bis, rue Basse, L-4963 Clemency, est nommé comme commissaire aux comptes.

Le commissaire aux comptes est nommé pour une durée expirant le jour de l'assemblée annuelle des actionnaires qui se tiendra en mai 2015.

- 4) Le siège social de la Société est établi au 4, rue Jean-Pierre Probst L-2352 Luxembourg

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 janvier 2014. Relation: LAC/2014/1647. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 février 2014.

Référence de publication: 2014026831/266.

(140032651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2014.

dfl Luxembourg One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, avenue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.150.

L'an deux mille treize, le treize décembre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Maître Linda HARROCH, avocat, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial des associés de la société «dfl Luxembourg One S.à r.l.» (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 133.150,

en vertu de procurations sous seing privé données en date du 21 décembre 2012, lesquelles procurations, après signature, sont restées annexées à un procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire, reçu par le notaire instrumentant, en date du 21 décembre 2012, numéro 32312 de son répertoire.

Lequel comparant, agissant en sa susdite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

- Que la Société, constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 1^{er} octobre 2008, dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations du 31 octobre 2007, numéro 2766 (le «Mémorial C») et ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte notarié en date du 21 décembre 2013, publié au Mémorial C du 10 avril 2013, numéro 845, page 40534;

- Qu'une assemblée générale extraordinaire s'est tenue pardevant le notaire instrumentant, en date du 21 décembre 2012, publié au Mémorial C du 10 avril 2013, numéro 845, page 40534, dont le procès-verbal a été enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 28 décembre 2012. Relation: EAC/2012/17724, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg en date du 19 février 2013, sous la référence L130029979 (l'«Assemblée Générale Extraordinaire»);

- Qu'il a été erronément indiqué dans l'Assemblée Générale Extraordinaire que la réduction de capital visée dans la première et seconde résolution se ferait par un rachat de toutes les Parts Sociales de Catégorie I en circulation ainsi qu'un certain nombre de Parts Sociales de Catégorie J alors que l'intention, motivée par les résolutions du Conseil de Gérance de la Société en date du 20 décembre 2012, était de procéder à une réduction de capital par compensation des pertes cumulées de la Société;

- Que par conséquent il s'agit de modifier dans la version anglaise et dans la version française la première et la seconde résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui seront désormais libellée comme suit sans porter conséquence au contenu de la troisième et de la quatrième résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Version Anglaise

«First resolution

The shareholders decide to decrease the Company's share capital by an amount of two million two hundred thousand one hundred and ninety-seven euros (EUR 2,200,197.00), so as to bring the share capital from its current amount of three million forty thousand eight hundred and fifteen euros (EUR 3,040,815.00) down to eight hundred and forty thousand six hundred and eighteen euros (EUR 840,618.00) through the absorption of retained losses as at 20 December 2012 amounting to two million two hundred thousand one hundred and ninety-seven euros (EUR 2,200,197.00) and the cancellation of (i) 1,615,882 Class J Shares and (ii) 584,315 Class I Shares, which are shares currently owned by the Shareholders as follows:

(i) 573,939 Class I Shares and 1,587,187 Class J Shares owned by PALAMON EUROPEAN EQUITY II L.P., prenamed; and

(ii) 10,376 Class I Shares and 28,695 Class J Shares owned by PALAMON EUROPEAN EQUITY II "BOA" L.P.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Shareholders decide to amend article 5 of the Company's articles of incorporation, which shall henceforth be read as follows:

" Art. 5.

5.1 The Company's share capital is set at eight hundred and forty thousand six hundred and eighteen euros (EUR 840,618.00), represented by eight hundred and forty thousand six hundred and eighteen (840,618) shares of class J (the "Class J Shares") of one euro (EUR 1.00).»

Version française*«Première résolution*

Les associés décident de réduire le capital social de la Société par un montant de deux millions deux cent mille cent quatre vingt dix-sept euros (EUR 2.200.197,-), de façon à réduire le capital social de son montant actuel de trois millions quarante mille huit cent quinze euros (EUR 3.040.815,-) à huit cent quarante mille six cent dix-huit euros (EUR 840.618,-) par absorption des pertes antérieures au 20 décembre 2012 et dont le montant est égal à deux millions deux cent mille cent quatre vingt dix-sept euros (EUR 2.200.197,-) par l'annulation d'(i) 1.615.882 Parts Sociales de Catégorie J et (ii) 584.315 Parts Sociales de Catégorie I, ces Parts Sociales étant actuellement détenues par les Associés comme suit:

(i) 573.939 Parts Sociales de Catégorie I et 1.587.187 Parts Sociales de Catégorie J sont détenues par PALAMON EUROPEAN EQUITY II L.P., ci-nommé et;

(ii) 10.376 Parts Sociales de Catégorie I et 28.695 Parts Sociales de Catégorie J sont détenues par PALAMON EUROPEAN EQUITY II "BOA" L.P.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution ci-dessus, les Associés décident de modifier l'article 5 des statuts de la Société, qui sera désormais rédigé comme suit:

« Art. 5.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à la somme de huit cent quarante mille six cent dix-huit euros (EUR 840.618,-), représenté par huit cent quarante mille six cent dix-huit (840.618) parts sociales de catégorie J (les "Parts Sociales de Catégorie J"), d'une valeur d'un euro (EUR 1,-) chacune.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la personne comparante pré-mentionnée a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: L. HARROCH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 17 décembre 2013. Relation: EAC/2013/16642. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014026446/78.

(140032475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2014.

Credit Suisse SICAV (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 81.507.

L'assemblée générale ordinaire du 20 février 2014 a décidé de renouveler les mandats de Messieurs Josef H.M. Hehenkamp, Rudolf Kömen, Guy Reiter et Fernand Schaus et de nommer M. Dominique Délèze en tant que nouveau membre du conseil d'administration. L'assemblée prend également note de la démission de M. Luca Diener.

Par conséquent, le conseil d'administration se compose comme suit et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015:

- Dominique Délèze, Membre du Conseil d'Administration

Kalanderplatz 1, CH-8045 Zurich

- Josef H.M. Hehenkamp, Membre du Conseil d'Administration

Kalanderplatz 1, CH-8045 Zurich

- Rudolf Kömen, Membre du Conseil d'Administration

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

- Guy Reiter, Membre du Conseil d'Administration

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

- Fernand Schaus, Membre du Conseil d'Administration

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

PricewaterhouseCoopers a été réélu comme réviseur d'entreprises, et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2014.
CREDIT SUISSE FUND MANAGEMENT S.A.
Jacqueline Siebenaller / Fernand Schaus
Director / Director

Référence de publication: 2014027134/29.

(140033004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2014.

Fondation de Luxembourg, Fondation.

Siège social: L-2012 Luxembourg, 12, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg G 198.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 21 janvier 2014

Le Conseil d'Administration de la Fondation a décidé sous seing privé en date du 21.01.2014:

- d'accepter la démission de Monsieur Luc FRIEDEN en tant qu'administrateur de la Fondation de Luxembourg avec effet au 21 janvier 2014,
- de ne pas renouveler de mandat de Monsieur Jean-Louis SIWECK en tant qu'administrateur de la Fondation de Luxembourg,
- de nommer Monsieur Pierre GRAMEGNA, ayant son adresse professionnelle au 3, rue de la Congrégation, L-1352 Luxembourg, en tant qu'administrateur et président du conseil d'administration de la Fondation de Luxembourg avec effet immédiat pour une période de cinq ans,
- de nommer Monsieur Serge DE CILLIA, ayant son adresse professionnelle au 12, rue Erasme, L-1468 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Fondation de Luxembourg avec effet immédiat pour une période de cinq ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014032848/19.

(140036684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Europe Shipping A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5550 Remich, 20, rue de Macher.

R.C.S. Luxembourg B 83.558.

—
Im Jahre zweitausendvierzehn, den vierten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, mit Amtssitz in Remich.

Traten die Aktieninhaber der Aktiengesellschaft "EUROPE SHIPPING A.G.", mit Sitz zu L-5401 Ahn, 7, route du Vin, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammen. Genannte Gesellschaft, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister zu Luxemburg, Sektion B unter Nummer 83558, wurde gegründet durch notarielle Urkunde vom 30. August 2001, veröffentlicht im Memorial C Nummer 164 vom 30. Januar 2002.

Die Versammlung findet statt unter dem Vorsitz von Herrn Jozef Meijer, Schiffsführer, wohnhaft in L-9543 Wiltz, 61, route de Noetrange.

Der Vorsitzende beruft als Schriftführer Herrn Albertus Bruinsma, Geschäftsführer, wohnhaft in NL-3331 Zwijndrecht, Maasboulevard, 260.

Die Versammlung wählt als Stimmzähler Herrn Albertus Bruinsma, vorbenannt.

Der Vorsitzende erklärt die Sitzung eröffnet und gibt folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden.

A.- Dass aus einer vom Versammlungsvorstand erstellten Anwesenheitsliste hervorgeht, dass sämtliche Aktionäre in gegenwärtiger Versammlung zugegen oder rechtlich vertreten sind; diese Anwesenheitsliste, von den Aktienhabern respektiv deren Vertretern gegengezeichnet und dem amtierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigebogen um mit derselben einregistriert zu werden, ebenso wie die ordnungsgemäß durch die Erschienenen und den amtierenden Notar ne varietur paraphierten Vollmachten der vertretenen Aktionäre.

B.- Dass die Generalversammlung, in Anbetracht der Anwesenheit respektiv Vertretung sämtlicher Aktieninhaber, regelmäßig zusammengesetzt ist und gültig über alle Punkte der Tagesordnung beschließen kann.

C.- Dass die Tagesordnung folgende Punkte vorsieht:

Tagesordnung:

Verlegung des Gesellschaftssitzes nach L-5550 Remich, 20, rue de Macher und dementsprechend Änderung von Artikel 2, Absatz 1. der Satzung.

Nach Vortrag dieser Punkte sowie deren Bestätigung durch die Generalversammlung beschließen die Aktionäre einstimmig wie folgt:

50640

Beschluss

Die Versammlung beschließt den Gesellschaftssitz zu verlegen nach L-5550 Remich, 20, rue de Macher und dementsprechend Artikel 2, Absatz 1, der Satzung folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 2. (Absatz 1).** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Remich.,,

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung stehen, ist die Versammlung hiermit geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Remich, im Jahre, Monate und am Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung, haben die vorgenannten Komparenten, dem Notar mit Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, zusammen mit dem amtierenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. MEIJER, A. BRUINSMA, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 6 février 2014. Relation: REM/2014/337. Reçu soixante-quinze euros 75.-€.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Remich, den 13. Februar 2014.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2014031491/47.

(140034378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

Etoile Deuxième S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 241.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 103.119.

—
EXTRAIT

Par résolutions prises le 21 février 2014, l'associé unique de la Société a décidé:

- d'accepter la démission de Mme Katia Panichi de son poste de gérant de la Société avec effet au 18 février 2014; et
- de nommer M. Claudio Calabi, gérant, né le 20 avril 1948 à Turin, Italie et ayant son adresse professionnelle au 148, via Bonfadini, 20121 Milan, Italie en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais, au 21 février 2014, constitué des personnes suivantes:

- M. Gustave Stoffel;
- M. Claudio Calabi; et
- M. Davide Albertini Petroni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 février 2014.

Référence de publication: 2014032224/20.

(140035881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

Matulux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 92.236.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est tenue au siège social le 16 mai 2012

1) L'assemblée générale des actionnaires décide de nommer un nouvel administrateur, à savoir M. Patrick WILWERT, né le 30 juillet 1977 à Luxembourg, demeurant professionnellement 36, rue Emile Mayrisch à L-4240 Esch-sur-Alzette. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

2) L'assemblée générale des actionnaires précise également que la société COMMISSAIRE AUX COMPTES S.A. est établie au 44, rue Pasteur à L-4276 Esch-sur-Alzette.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014033017/16.

(140037203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.